

BURKINA FASO
Ministère de la justice



ANNUAIRE STATISTIQUE 2007

Direction des Etudes et de la Planification

Edition Mars 2008

Avant-propos

Le Ministère de la Justice a le plaisir de mettre à la disposition des utilisateurs son premier annuaire statistique de la Justice.

« *L'annuaire statistique de la Justice 2007* » présente sur une grande partie du champ de la Justice (Ministère de la justice et hautes juridictions) et sur la période 2000 à 2006, une description chiffrée de l'évolution de l'activité judiciaire au Burkina Faso ainsi que les statistiques sur les établissements pénitentiaires.

Après une présentation des moyens de la Justice, l'annuaire décrit les activités des juridictions de l'ordre judiciaire (Cour de cassation, cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, juridictions pour enfants et tribunaux de travail) et les juridictions de l'ordre administratif (Conseil d'Etat, Cour des comptes, tribunaux administratifs). Pour chaque type de juridictions, les statistiques présentées portent sur les affaires nouvelles et les décisions rendues par type ainsi que sur les procédures de jugement. L'annuaire présente ensuite les établissements pénitentiaires et la population des détenus (effectifs par catégorie, répartition par sexe et par âge des incarcérés, la répartition par sexe, par âge, par nature de l'infraction commise, par durée de détention préventive ou de la peine prononcée pour les inculpés et les condamnés.

Comme dans toute nouvelle entreprise et malgré les efforts faits pour parfaire le document, il peut encore comporter des lacunes et des imperfections. Aussi, toute observation, critique ou suggestion pouvant contribuer à l'amélioration des prochaines éditions est la bienvenue. Quelles que soient ses éventuelles imperfections, j'espère que ce document répondra aux attentes et sera utile non seulement aux professionnels spécialistes des questions juridiques, mais encore à tous les utilisateurs intéressés par l'amélioration du fonctionnement de la justice au Burkina Faso.

Je suis convaincu que ce premier annuaire sera un puissant outil de travail aussi bien pour les acteurs du secteur de la justice que pour tous les utilisateurs. Le défi sera d'utiliser les statistiques judiciaires dans le pilotage quotidien du ministère et de satisfaire les besoins des utilisateurs des statistiques judiciaires. Ces besoins seront de plus en plus pressants et exigeants. Dans tous les cas, les efforts seront poursuivis.

Je tiens sincèrement à remercier tous les acteurs du système statistique national et l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) qui constitue sa cheville ouvrière. Mes remerciements vont également à l'endroit de l'Union européenne qui nous a accompagnée durant tout le processus d'élaboration de cet annuaire à travers deux projets qu'elle finance : le projet d'Appui au renforcement des capacités statistiques au Burkina Faso (ARCS) pour son soutien technique à toutes les phases d'élaboration de l'Annuaire et le Programme d'appui à la consolidation du processus démocratique, l'Etat de droit et la bonne gouvernance (PADEG) pour son appui financier. Enfin, je tiens à féliciter et à encourager l'ensemble du personnel du Ministère ayant participé à cette activité pour son dévouement.

Le Ministre de la Justice, Garde des sceaux.

Zakalia KOTE
Officier de l'ordre national

Table des matières

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Avant-propos..... | 3 |
| Table des matières..... | 5 |
| Abréviations | 7 |
| Démarche méthodologique..... | 9 |
| Les chiffres clés de la justice..... | 11 |
| I. Organisation du Ministère de la justice..... | 13 |
| I.1. Présentation des structures centrales..... | 15 |
| I.2. Organigramme..... | 19 |
| II. Moyens de la justice | 21 |
| II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires | 22 |
| II.2. Budget..... | 26 |
| II.3. Personnel | 28 |
| III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire | 35 |
| III.1. Cour de cassation | 36 |
| III.2. Cours d'appel..... | 38 |
| III.3. Tribunaux de grande instance..... | 42 |
| III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance | 42 |
| III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance..... | 50 |
| III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance..... | 50 |
| III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance | 56 |
| III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance | 62 |
| III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance | 68 |
| III.4. Tribunaux d'instance..... | 72 |
| III.5. Juridictions pour enfants : Juge des enfants et Tribunal pour enfants..... | 76 |
| III.6. Tribunaux du travail | 80 |
| IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif..... | 85 |
| IV.1. Cour des comptes..... | 86 |
| IV.2. Conseil d'Etat..... | 88 |
| IV.3. Tribunaux administratifs..... | 92 |
| V. Maisons d'arrêt et de correction..... | 97 |
| V.1. Population carcérale, occupation des maisons d'arrêt et caractéristiques des incarcérés..... | 98 |
| V.2. Caractéristiques des personnes inculpées..... | 102 |
| V.3. Caractéristiques des personnes condamnées..... | 106 |

Abréviations

| | |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ARCS | Projet d'appui au renforcement des capacités statistiques |
| CA | Cour d'appel |
| CC | Cour de cassation |
| CCO | Cour des comptes |
| CE | Conseil d'Etat |
| CNIB | Carte nationale d'identité burkinabé |
| CPAB | Centre pénitentiaire agricole de Baporo |
| DACPS | Direction des affaires civiles, pénales et du Sceau |
| DAPRS | Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale |
| DEP | Direction des études et de la planification |
| DG-COOP | Direction générale de la coopération |
| DRH | Direction des ressources humaines |
| DSP | Direction de la sécurité pénitentiaire |
| ENP | Ecole nationale de police |
| GSP | Garde de sécurité pénitentiaire |
| ITSJ | Inspection technique des services judiciaires |
| INSD | Institut national de la statistique et de la démographie |
| JE | Juge des enfants |
| MAC | Maison d'arrêt et de correction |
| MACO | Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou |
| PADEG | Projet d'appui à la consolidation du processus démocratique, l'Etat de droit et la bonne gouvernance |
| RCCM | Registre du commerce et du crédit mobilier |
| TA | Tribunal administratif |
| TAR | Tribunal d'arrondissement |
| TD | Tribunal départemental |
| TGI | Tribunal de grande instance |
| TI | Tribunal d'instance |
| TPE | Tribunal pour enfants |
| TT | Tribunal du travail |

Démarche méthodologique

L'élaboration de « *L'annuaire statistique de la justice-2007* » entre dans le cadre de la mise en place d'un système d'information statistique performant et pérenne au Ministère de la justice. Cette opération est supervisée par la DEP et plusieurs directions techniques du Ministère y sont impliquées (DACPS, DAPRS, DSP). Elle est appuyée par deux projets financés par l'Union européenne : sur le plan technique, le Projet d'appui au renforcement des capacités statistiques au Burkina Faso (ARCS) et, sur le plan financier, le Projet d'appui à la consolidation du processus démocratique, l'Etat de droit et la bonne gouvernance (PADEG).

La démarche a consisté dans un premier temps à faire le diagnostic du système d'information existant et à proposer un programme d'amélioration dans le cadre d'une mission d'appui technique du projet ARCS (Mission Justice 1) en février 2007. Le constat général a été l'absence de statistiques fiables dans le domaine judiciaire et administratif. Un programme d'amélioration progressive en quatre étapes a été adopté : (i) la reprise de l'historique, (ii) la mise en place de rôles et registres pré-imprimés dans les juridictions, (iii) la mise en place de fichiers d'affaires, (iv) la mise en place de fichiers de gestion informatisés.

Un atelier, organisé en avril 2007, a permis de valider le système d'information proposé et d'adopter la méthodologie et les outils de collecte.

La collecte des informations a été précédée par un atelier de formation des personnels de juridictions et des maisons d'arrêt au remplissage des questionnaires élaborés. Il s'est tenu en juin 2007 à Ouagadougou.

La collecte des informations s'est déroulée en plusieurs phases. Elle a commencé à Ouagadougou en juillet 2007 et s'est poursuivie hors de Ouagadougou en deux phases. La première phase hors de Ouagadougou a eu lieu en septembre 2007 et la deuxième phase a eu lieu au début du mois de novembre.

La collecte a été réalisée simultanément par deux équipes multidisciplinaires de 3 cadres centraux qui se sont rendus dans toutes les juridictions et toutes les maisons d'arrêt et de correction.

En octobre 2007, les outils de diffusion des données collectées ont été préparés avec l'appui d'une deuxième mission du projet ARCS : l'annuaire statistique de la justice et une note d'analyse baptisée tableau de bord de la justice.

Le traitement informatique des données collectées a commencé en septembre 2007 par la conception de l'architecture d'une base de données Access calquée sur les questionnaires de collecte.

La saisie des informations collectées, l'apurement et la tabulation des données ainsi que l'élaboration du draft de l'annuaire ont été réalisées entre novembre 2007 et janvier 2008. Ces étapes ont toujours été réalisées par une synergie des cadres de la DEP, de la DACPS, de la DAPRS et de la DSP.

La relecture et la finalisation de l'annuaire ont été réalisées en février 2008. Les résultats de la collecte des données sont présentés à divers niveaux d'agrégation mais les données détaillées sont disponibles dans la base de données.

Les chiffres clés de la justice

| NOMBRE DE JURIDICTIONS ET D'ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Juridictions de l'ordre judiciaire | | | | | | | |
| Cour de cassation | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Cours d'appel | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux de grande instance | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 |
| Tribunaux d'instance | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux du travail | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Juges des enfants | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux pour enfants | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux départementaux | - | - | - | - | 349 | 349 | 349 |
| Tribunaux d'arrondissement | - | - | - | - | 8 | 8 | 8 |
| Juridictions de l'ordre administratif | | | | | | | |
| Cour des comptes | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Conseil d'Etat | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Tribunaux administratifs | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 |
| Etablissements pénitentiaires | | | | | | | |
| Maisons d'arrêt et de correction | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 15 | 19 |
| Centre pénitentiaire agricole | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| MOYENS | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Dotations budgétaires (en millions de FCFA) | 2 232,1 | 2 467,4 | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 |
| Effectifs des magistrats dans le système judiciaire | 155 | 162 | 179 | 205 | 236 | 263 | 287 |
| ACTIVITES DES JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Cour de Cassation | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | - | 126 | 112 | 151 | 172 |
| Décisions rendues | - | - | - | 78 | 117 | 102 | 170 |
| Conclusions rendues par le parquet général | - | - | - | 77 | 110 | 75 | 138 |
| Cours d'appel | | | | | | | |
| Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales | 672 | 830 | 859 | 823 | 920 | 857 | 939 |
| Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales | 400 | 643 | 537 | 743 | 604 | 525 | 677 |
| Tribunaux de grande instance | | | | | | | |
| Affaires nouvelles civiles et commerciales | 1 801 | 1 838 | 1 928 | 2 063 | 1 816 | 2 162 | 2 841 |
| Jugements rendus des affaires civiles et commerciales | 1 659 | 1 701 | 1 813 | 1 952 | 1 915 | 2 186 | 2 781 |
| Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets | 5 643 | 5 364 | 5 640 | 5 779 | 6 451 | 6 392 | 7 524 |
| Jugements rendus par les chambres correctionnelles | 3 477 | 3 583 | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 |
| Nouvelles instructions | 599 | 702 | 669 | 722 | 724 | 861 | 1 102 |
| Instructions terminées | 145 | 163 | 302 | 232 | 186 | 286 | 299 |
| Tribunaux d'instance | | | | | | | |
| Affaires nouvelles (hors injonctions de payer) | - | - | - | - | 108 | 202 | 243 |
| Décisions rendues (hors injonctions de payer) | - | - | - | - | 79 | 186 | 237 |
| Juridictions pour enfants (TPE et JE) | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | - | - | 0 | 83 | 70 |
| Affaires terminées | - | - | - | - | 0 | 50 | 64 |
| Tribunaux du travail | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | 203 | 288 | 340 | 354 | 323 | 440 | 459 |
| Décisions rendues | 264 | 321 | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 |
| ACTIVITES DES JURIDICTIONS DE L'ORDRE ADMINISTRATIF | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Cour des comptes | | | | | | | |
| Comptes de gestion reçus | - | - | 47 | 85 | 378 | 446 | 352 |
| Arrêts rendus | - | - | 0 | 0 | 0 | 5 | 8 |
| Contrôles de gestion effectués | - | - | 0 | 2 | 6 | 11 | 3 |
| Conseil d'Etat | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | 35 | 47 | 67 | 50 | 87 |
| Affaires jugées | - | - | 10 | 11 | 46 | 38 | 60 |
| Tribunaux administratifs | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | 124 | 98 | 96 | 93 | 105 | 105 | 210 |
| Décisions rendues | 72 | 56 | 74 | 76 | 105 | 94 | 190 |
| ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble des détenus au 31 décembre | 2 204 | 2 757 | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 |
| Nombre d'inculpés au 31 décembre | 776 | 945 | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 |
| Nombre de condamnés au 31 décembre | 785 | 1 059 | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 |

I. Organisation du Ministère de la justice

I.1. Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n° 2006-216 /PRES/PM du 15 mai 2006, portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice.

A ce titre le Ministre de la justice, Garde des sceaux est chargé :

- de l'organisation et du fonctionnement de l'appareil judiciaire ;
- de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale ;
- de l'organisation et du contrôle de la discipline des professions auxiliaires de justice ;
- des sceaux de l'État ;
- du contrôle et du suivi des services de l'état civil ;
- de la gestion des demandes de naturalisation et de délivrance des certificats de nationalité ;
- de la réglementation pénitentiaire et de la gestion des établissements pénitentiaires ;
- de la mise en œuvre des accords internationaux en matière de justice.

Pour accomplir cette mission, le Ministre de la justice, Garde des sceaux, s'appuie sur les différents organes dont est composé le Ministère de la justice.

Conformément au décret n°2002-463/PRES/PM/MJ du 28 octobre 2002 portant organisation du Ministère de la justice, le Ministère de la justice est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le cabinet

Le cabinet comprend :

- **Les conseillers techniques** qui assistent le Ministre dans l'étude de toutes les questions relevant de leurs compétences ;
- **L'inspection technique des services judiciaires** qui assure le sui-conseil et le contrôle du fonctionnement des services judiciaires ainsi que de l'application de la politique du département ;

L'inspection technique des services judiciaires est chargée de :

- veiller au fonctionnement régulier des juridictions et des services administratifs ;
- prodiguer aux magistrats et aux greffiers des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- contrôler l'application des textes législatifs et réglementaires ;
- contrôler les institutions régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- étudier les réclamations des administrés et des usagers des services de la justice ;
- effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- proposer au Ministre des mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions et des services administratifs.

L'inspection a également pouvoir de contrôle et de vérification pour exercer aussi bien à titre préventif qu'à posteriori sur les juridictions, les établissements pénitentiaires, les services centraux et rattachés ainsi que les projets en cours du département.

- **Le secrétariat particulier** qui assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et exécute toute autre mission confidentielle à lui confiée par le Ministre ;

- **Le protocole du Ministre** qui est chargé, en relation avec le protocole de l'Etat, de l'organisation des audiences, des déplacements et cérémonies officiels du Ministre.

B/ Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Ministère. Il est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, des structures déconcentrées et des structures rattachées. Il assure la continuité de l'action administrative du Ministère.

Il assure également les relations techniques du département avec les autres ministères et autres structures.

Les directions centrales sont les suivantes :

- La Direction des Affaires Civiles, Pénales et du Sceau (DACPS)

Cette direction prépare les projets de réformes législatives et réglementaires en droit privé et concourt à l'élaboration du droit public. Elle exerce la tutelle des professions judiciaires et juridiques soumises à la chancellerie. Dans les matières relevant de sa compétence, elle conseille les autres administrations publiques. Ses attributions sont les suivantes :

- suivre l'administration de la justice en matière civile, pénale, commerciale, administrative et sociale, ainsi que les questions relatives à l'état des personnes, à leur nationalité, et les conventions internationales intéressant le droit privé ;
 - soumettre, à l'appréciation du Ministre de la justice, les grandes orientations de la politique criminelle et de l'administration de la justice en matière civile, pénale, commerciale, administrative et sociale ;
 - proposer au Ministre de la justice des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
 - assurer le contrôle et la discipline des auxiliaires de justice ;
 - concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
 - examiner les pièces périodiques de toutes les juridictions et en assurer la conservation ;
 - établir les rapports périodiques demandés par les organisations internationales ;
 - assurer le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature, sauf lorsque cet organe se réunit pour statuer en matière d'avancement ou en matière disciplinaire.
- La Direction de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion Sociale (DAPRS)

Cette direction est chargée de :

- la supervision et la coordination de l'ensemble des activités et des services chargés de l'exécution des peines ;
 - la gestion et le contrôle des établissements pénitentiaires, des services de l'éducation surveillée et de la réinsertion sociale ;
 - l'initiation de toute étude et la proposition de toute solution tendant à l'humanisation des prisons.
- La Direction de l'Administration et des Finances (DAF)

Cette direction est chargée du budget et de la gestion du matériel du département. A ce titre, elle est chargée de :

- élaborer le projet de budget ;
- gérer les crédits alloués au département ;
- tenir une comptabilité matière des biens meubles et immeubles du département ;
- gérer le parc automobile et les autres équipements.

- La Direction des Etudes et de la Planification (DEP)

Cette direction est chargée de :

-
- centraliser et suivre l'exécution du planning des activités du Ministère ;
 - centraliser et traiter l'ensemble des données relatives à tous les projets en cours de réalisation ou à réaliser ;
 - suivre, coordonner et contrôler l'ensemble des projets du Ministère, inscrits ou non, dans les plans et programmes de développement ;
 - étudier, concevoir et mettre en forme des documents de projets à soumettre aux bailleurs de fonds ;
 - initier et mettre en œuvre la politique informatique du Ministère ;
 - collecter, centraliser et traiter les instruments statistiques ;
 - assurer le suivi et l'exécution des dossiers des marchés publics ;
 - mener toute étude prospective concernant le Ministère ;
 - élaborer et assurer l'exécution du programme d'investissement public de l'année ;
 - centraliser les programmes et rapports d'activités.
- La Direction des Ressources Humaines (DRH)

Cette direction est chargée de :

- la définition et la mise en œuvre d'une politique de gestion de ressources humaines du Ministère ;
 - la gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs du Ministère ;
 - la conception et la mise en œuvre d'outils et de moyens visant à accroître le rendement des agents ;
 - la gestion des carrières des agents du Ministère ;
 - la conception et la mise en œuvre des plans et programmes de formation des agents du Ministère.
- La Direction de la Législation et de la Documentation (DLD)

Cette direction est chargée de :

- élaborer, en liaison avec les autres directions et, le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au statut de la magistrature, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, pénale et sociale ;
- donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels, notamment les textes comportant des dispositions pénales ;
- procéder aux publications en matière juridique ;
- assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux.

- La Direction de la Sécurité Pénitentiaire, unité paramilitaire (DSP)

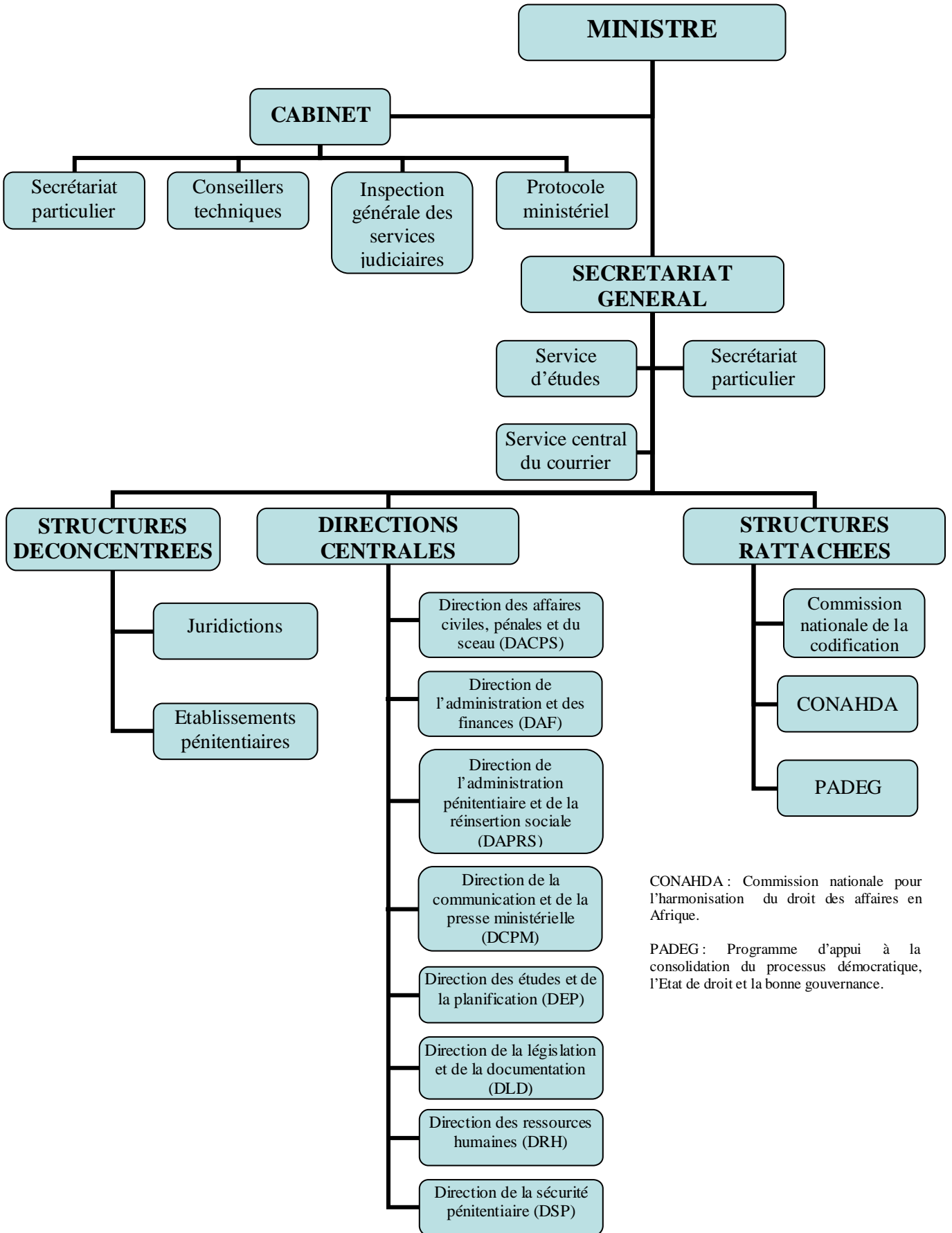
Cette direction est chargée de :

- l'étude, la coordination, le contrôle et le suivi des mesures d'ordre, de discipline et de sécurité au sein des établissements pénitentiaires et des domaines relevant du Ministère de la justice ;
- des questions relatives à la formation, l'administration, la discipline et l'inspection des personnels de la sécurité pénitentiaire en rapport avec les directions compétentes du Ministère ;
- des questions relatives à l'acquisition, la gestion, l'entretien et le suivi du casernement, du matériel technique et spécifique de la sécurité pénitentiaire en rapport avec les directions compétentes du Ministère.

- La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM)

Cette direction assure la communication, l'information et la couverture médiatique des activités du Ministère et de ses démembrements.

I.2. Organigramme



II. Moyens de la justice

II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. La Cour de cassation, créée par la loi n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail, elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal d'instance : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux et des tribunaux d'arrondissement.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, Il statue en premier et dernier ressorts en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Juge des enfants : Institué au siège des TGI de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental et tribunal d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Conseil d'Etat : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Tribunal administratif : Juridiction du premier degré de l'ordre administratif, il est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif : contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation.

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

| JURIDICTIONS | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Les juridictions de l'ordre judiciaire | | | | | | | |
| Cour de cassation (CC) | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Cours d'appel (CA) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux d'instance (TI) | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux de grande instance (TGI) | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 |
| Tribunaux du travail (TT) | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Juges des enfants (JE) | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux pour enfants (TPE) | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux départementaux (TD) | - | - | - | - | 349 | 349 | 349 |
| Tribunaux d'arrondissement (TAR) | - | - | - | - | 8 | 8 | 8 |
| Les juridictions de l'ordre administratif | | | | | | | |
| Cour des comptes (CCO) | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Conseil d'Etat (CE) | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Tribunaux administratifs (TA) | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 |
| ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES | | | | | | | |
| Maisons d'arrêt et de correction (MAC) | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 15 | 19 |
| Centre pénitentiaire agricole de Baporo (CPAB) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2006

| Localités | CC | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | CCO | CE | TA | MAC* |
|------------------|----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|
| Banfora | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Baporo (CPAB) | | | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Bobo-Dioulasso | | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 |
| Bogandé | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Boromo | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Dédougou | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Diapaga | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Dori | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Fada N'gourma | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Gaoua | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Kaya | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Kongoussi | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Koudougou | | | 1 | | 1 | | 1 | | | | | 1 | 1 |
| Manga | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Ouagadougou | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 5 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Ouahigouya | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Tenkodogo | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Tougan | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Yako | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Ziniaré | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | 1 |
| Total | 1 | 2 | 19 | 2 | 18 | 8 | 3 | 2 | 2 | 1 | 1 | 19 | 20 |

* Y compris CPAB.

Etablissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Etablissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Abréviations des structures :

| | |
|--------------|--------------------------------------------|
| CA : | Cour d'appel |
| CC : | Cour de cassation |
| CCO | Cour des comptes |
| CE : | Conseil d'Etat |
| CPAB | Centre pénitentiaire et agricole de Baporo |
| JE : | Juge des enfants |
| MAC : | Maison d'arrêt et de correction |
| TA : | Tribunal administratif |
| TAR : | Tribunal d'arrondissement |
| TD : | Tribunal départemental |
| TE : | Tribunal pour enfants |
| TGI : | Tribunal de grande instance |
| TI : | Tribunal d'instance |
| TPE | Tribunal pour enfants |
| TT : | Tribunal du travail |

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Le CPAB est assimilé à une MAC.

Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

| Cour d'appel | 2000 | | | | | | | | | |
|----------------|------|-----|----|-----|-----|----|----|----|----|------|
| | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | TA | MAC* |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 4 | 0 | - | - | 1 | - | - | 4 | 4 |
| Ouagadougou | 1 | 7 | 0 | - | - | 2 | - | - | 7 | 7 |
| Ensemble | 2 | 11 | 0 | - | - | 3 | - | - | 11 | 11 |
| Cour d'appel | 2001 | | | | | | | | | |
| | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | TA | MAC* |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 4 | - | - | - | 1 | - | - | 4 | 4 |
| Ouagadougou | 1 | 7 | - | - | - | 2 | - | - | 7 | 7 |
| Ensemble | 2 | 11 | - | - | - | 3 | - | - | 11 | 11 |
| Cour d'appel | 2002 | | | | | | | | | |
| | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | TA | MAC* |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 4 | - | - | - | 1 | - | - | 4 | 4 |
| Ouagadougou | 1 | 7 | - | - | - | 2 | - | - | 7 | 7 |
| Ensemble | 2 | 11 | - | - | - | 3 | - | - | 11 | 11 |
| Cour d'appel | 2003 | | | | | | | | | |
| | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | TA | MAC* |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 4 | 1 | - | - | 1 | - | - | 4 | 4 |
| Ouagadougou | 1 | 9 | 1 | - | - | 2 | - | - | 9 | 7 |
| Ensemble | 2 | 13 | 2 | - | - | 3 | - | - | 13 | 11 |
| Cour d'appel | 2004 | | | | | | | | | |
| | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | TA | MAC* |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 5 | 1 | 125 | 3 | 1 | 1 | 1 | 5 | 4 |
| Ouagadougou | 1 | 13 | 1 | 224 | 5 | 2 | 1 | 1 | 13 | 7 |
| Ensemble | 2 | 18 | 2 | 349 | 8 | 3 | 2 | 2 | 18 | 11 |
| Cour d'appel | 2005 | | | | | | | | | |
| | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | TA | MAC* |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 6 | 1 | 125 | 3 | 1 | 1 | 1 | 6 | 6 |
| Ouagadougou | 1 | 13 | 1 | 224 | 5 | 2 | 1 | 1 | 13 | 11 |
| Ensemble | 2 | 19 | 2 | 349 | 8 | 3 | 2 | 2 | 19 | 17 |
| Cour d'appel | 2006 | | | | | | | | | |
| | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | TA | MAC* |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 6 | 1 | 125 | 3 | 1 | 1 | 1 | 6 | 7 |
| Ouagadougou | 1 | 13 | 1 | 224 | 5 | 2 | 1 | 1 | 13 | 13 |
| Ensemble | 2 | 19 | 2 | 349 | 8 | 3 | 2 | 2 | 19 | 20 |

* Y compris CPAB.

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi des finances (loi initiale) présente le budget prévisionnel de l'Etat.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement-investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotations budgétaires : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2000 à 2006 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du Ministère de l'économie et des finances.

Tableau 2.4 : Montants des dotations budgétaires de dépenses du budget prévisionnel (en millions de FCFA)

| | 2000 | 2001* | 2002* | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Personnel | 785,3 | 821,7 | 791,1 | 1 141,5 | 1 341,2 | 1 805,3 | 1 949,0 |
| Matériel | 323,7 | 338,9 | 317,9 | 384,9 | 430,1 | 412,9 | 338,9 |
| Transferts courants | 77,0 | 92,3 | 253,6 | 301,1 | 347,9 | 461,9 | 462,7 |
| Equipement-investissement-transferts en capital | 1 046,1 | 1 214,5 | 1 067,2 | 474,7 | 3 311,0 | 5 262,9 | 7 066,5 |
| Dont | | | | | | | |
| Etat | 672,6 | 805,5 | 617,2 | 474,7 | 648,0 | 855,1 | 1 101,8 |
| Ressources extérieures | 373,5 | 409,0 | 450,0 | 0,0 | 2 663,0 | 4 407,8 | 5 964,8 |
| Total | 2 232,1 | 2 467,4 | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 |

*Les chiffres de 2001 et 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Lois de finances

Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

| | 2000 | 2001* | 2002* | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Personnel | 842,8 | 859,3 | 1 163,3 | 1 231,0 | 1 381,8 | 1 804,4 | 2 042,9 |
| Matériel | 279,3 | 223,1 | 174,8 | 255,6 | 316,0 | 262,1 | 178,9 |
| Transferts courants | 54,0 | 37,0 | 159,3 | 211,4 | 218,9 | 289,3 | 315,1 |
| Equipement-investissement-transferts en capital | 121,8 | 249,0 | 390,9 | 51,3 | 2 703,6 | 2 008,8 | 913,8 |
| Dont | | | | | | | |
| Etat | 93,8 | 184,4 | 198,8 | 51,3 | 647,7 | 593,1 | 913,8 |
| Ressources extérieures | 27,9 | 64,6 | 192,0 | 0,0 | 2 055,9 | 1 415,7 | 0,0 |
| Total | 1 297,9 | 1 368,4 | 1 888,3 | 1 749,3 | 4 620,3 | 4 364,6 | 3 450,7 |

*Les chiffres de 2001 et 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Economie et des Finances

II.3. Personnel

Concepts

Le personnel du Ministère de la justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnels occupant des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que magistrats (personnel judiciaire et personnel de sécurité pénitentiaire) ;
- de cadres occupant des emplois non spécifiques au Ministère de la justice (cadres venant des autres départements ministériels)
- d'autres personnels non spécifiques que sont les secrétaires, les informaticiens, les agents de bureau ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Les magistrats sont régis par la loi organique n°36-2001/AN du 13 décembre 2001. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les magistrats du ministère public sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts. En matière pénale, ils sont destinataires des plaintes, signalements, dénonciations ; ils déclenchent l'action publique en engageant des poursuites pénales ; ils dirigent l'activité des gendarmes et des policiers lorsque ceux-ci exercent des fonctions d'officier de police judiciaire et réclament l'application de la loi devant les juridictions. Ils interviennent aussi en matière civile (tutelle, filiation, adoption, etc.), de protection des mineurs, liquidation de biens, contrôle de l'état civil et des officiers publics et ministériels.
- au niveau du tribunal administratif : le commissaire du gouvernement et ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et ses substituts ;
- au niveau de la Cour d'appel : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour de cassation : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour des comptes : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du Conseil d'Etat : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

Les magistrats du siège sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'Etat : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers.

Ce sont les magistrats du siège qui « rendent la justice ».

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau 2.6 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 176 | 189 | 207 | 237 | 265 | 292 | 317 |
| Sexe | | | | | | | |
| Hommes | 126 | 139 | 149 | 171 | 196 | 221 | 240 |
| Femmes | 50 | 50 | 58 | 66 | 69 | 71 | 77 |
| Ancienneté | | | | | | | |
| Moins de 5 ans | 43 | 44 | 48 | 78 | 93 | 122 | 138 |
| 5 à 9 ans | 30 | 42 | 56 | 56 | 71 | 40 | 41 |
| 10 à 14 ans | 21 | 8 | 0 | 0 | 0 | 30 | 40 |
| 15 à 20 ans | 63 | 73 | 76 | 52 | 37 | 21 | 8 |
| 20 à 24 ans | 13 | 15 | 17 | 39 | 49 | 63 | 72 |
| 25 ans et plus | 6 | 7 | 10 | 12 | 15 | 16 | 18 |
| Position | | | | | | | |
| Chancellerie | 20 | 21 | 20 | 21 | 23 | 24 | 26 |
| Juridictions | 135 | 141 | 159 | 184 | 213 | 239 | 261 |
| Détachements | 4 | 5 | 5 | 6 | 5 | 7 | 9 |
| Disponibilités | 6 | 6 | 8 | 10 | 10 | 8 | 7 |
| Mises à disposition | 11 | 16 | 15 | 16 | 14 | 14 | 14 |

Tableau 2.7 : Magistrats par type de juridiction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Cour suprême | 25 | 26 | - | - | - | - | - |
| Cour de cassation | - | - | 18 | 18 | 18 | 20 | 23 |
| Conseil constitutionnel | - | - | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Conseil d'Etat | - | - | 9 | 10 | 10 | 9 | 11 |
| Cour des comptes | - | - | 3 | 3 | 3 | 4 | 4 |
| Cours d'appel | 26 | 27 | 32 | 33 | 34 | 39 | 34 |
| Tribunaux d'instance | - | - | - | 4 | 4 | 6 | 5 |
| Tribunaux de grande instance | 74 | 78 | 82 | 99 | 118 | 131 | 154 |
| Tribunaux du travail | 5 | 5 | 4 | 6 | 7 | 8 | 8 |
| Juges des enfants | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux pour enfants | - | - | - | - | 6 | 6 | 5 |
| Tribunaux administratifs | 5 | 5 | 6 | 6 | 6 | 9 | 10 |

Concepts

Les personnels des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que magistrats sont régis par les dispositions du décret n°2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/ MFB du 04 août 2004 et se subdivisent en deux groupes :

- les emplois des greffes et parquets ;
- les emplois de garde de sécurité pénitentiaire.

Les emplois des greffes et parquets sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'applications ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les personnels des greffes et parquets sont chargés d'assister les magistrats dans leur mission :

- Ils dressent et authentifient les actes de procédure tout au long de son déroulement ;
- Ils enregistrent les affaires ;
- Ils préviennent les parties des dates d'audience et de clôture ;
- Ils dressent les procès-verbaux, rédigent les actes, mettent en forme les décisions et tiennent la plume aux audiences.

Les **greffiers** sont placés au sein d'une juridiction sous l'autorité d'un **greffier en chef** qui exerce des fonctions d'administration, d'encadrement et de gestion dans la juridiction. Ce dernier est dépositaire des archives de la juridiction dont il assure la conservation.

Tableau 2.8 : Magistrats par juridiction

| Cours d'appel | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Bobo-Dioulasso | 8 | 12 | 12 | 13 | 13 | 17 | 18 |
| Ouagadougou | 18 | 15 | 20 | 20 | 21 | 22 | 16 |
| Total | 26 | 27 | 32 | 33 | 34 | 39 | 34 |
| Tribunaux pour enfants | | | | | | | |
| Bobo-Dioulasso | - | - | - | - | 3 | 3 | 3 |
| Ouagadougou | - | - | - | - | 3 | 3 | 2 |
| Total | | | | | 6 | 6 | 5 |
| Juges des enfants | | | | | | | |
| Bobo-Dioulasso | - | - | - | - | 1 | 1 | 1 |
| Ouagadougou | - | - | - | - | 1 | 1 | 1 |
| Total | | | | | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux du travail | | | | | | | |
| Bobo-Dioulasso | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 | 3 | 3 |
| Koudougou* | - | - | - | - | - | - | - |
| Ouagadougou | 3 | 3 | 3 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Total | 5 | 5 | 4 | 6 | 7 | 8 | 8 |
| Tribunaux d'instance | | | | | | | |
| Bobo-Dioulasso | - | - | - | 2 | 2 | 4 | 3 |
| Ouagadougou | - | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Total | | | | 4 | 4 | 6 | 5 |
| Tribunaux administratifs | | | | | | | |
| Bobo-Dioulasso | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 3 | 4 |
| Ouagadougou | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 | 6 | 6 |
| Total | 5 | 5 | 6 | 6 | 6 | 9 | 10 |
| Tribunaux de grande instance | | | | | | | |
| Banfara | 3 | 5 | 6 | 6 | 7 | 6 | 6 |
| Bobo-Dioulasso | 12 | 12 | 16 | 16 | 17 | 17 | 23 |
| Bogandé | - | - | - | 1 | 4 | 4 | 6 |
| Boromo | - | - | - | - | - | 3 | 5 |
| Dédougou | 4 | 4 | 6 | 5 | 5 | 6 | 7 |
| Diapaga | - | - | - | - | 3 | 3 | 3 |
| Dori | 2 | 4 | 4 | 5 | 5 | 6 | 7 |
| Fada N'gourma | 5 | 7 | 6 | 4 | 4 | 6 | 6 |
| Gaoua | 4 | 4 | 4 | 5 | 6 | 6 | 5 |
| Kaya | 5 | 5 | 3 | 6 | 6 | 7 | 7 |
| Kongoussi | - | - | - | - | 3 | 3 | 5 |
| Koudougou | - | - | - | 6 | 7 | 8 | 8 |
| Manga | - | - | - | - | 3 | 4 | 5 |
| Ouagadougou | 27 | 27 | 26 | 32 | 31 | 31 | 35 |
| Ouahigouya | 6 | 5 | 6 | 8 | 7 | 8 | 7 |
| Tenkodogo | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 | 6 | 7 |
| Tougan | - | - | - | - | 2 | 3 | 5 |
| Yako | - | - | - | - | 1 | 1 | 3 |
| Ziniaré | - | - | - | - | 2 | 3 | 4 |
| Total | 74 | 78 | 82 | 99 | 118 | 131 | 154 |

* Les magistrats du TT de Koudougou sont cumulativement affectés au TGI de Koudougou, ils ont été comptabilisés au TGI.

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984 . C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère de la justice chargé du maintien de l'ordre et de la discipline au sein des établissements pénitentiaires et des domaines relevant de l'administration judiciaire sur l'étendue du territoire national.

La garde de sécurité pénitentiaire participe également à la réinsertion des personnes détenues.

Le corps de la GSP est hiérarchisé comme suit :

- les inspecteurs qui sont des cadres de conception et de direction ;
- les contrôleurs qui sont des cadres d'application ;
- les assistants qui sont des agents d'encadrement ;
- les agents qui sont des agents d'exécution.

Le commandement du corps de la garde de sécurité pénitentiaire est assuré par le Directeur de la sécurité pénitentiaire.

Tableau 2.9 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-----------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 128 | 203 | 224 | 290 | 344 | 452 | 491 |
| Centre pénitentiaire agricole de Baporo | 11 | 12 | 8 | 9 | 13 | 14 | 13 |
| Centre pour mineurs de Laye | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Maisons d'arrêt et de correction | 117 | 191 | 216 | 281 | 331 | 438 | 473 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 15 | 16 |
| Bobo-Dioulasso | 21 | 32 | 66 | 52 | 55 | 65 | 73 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 13 | 13 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 16 |
| Dédougou | 10 | 10 | 10 | 23 | 21 | 19 | 21 |
| Diapaga | - | - | - | - | 9 | 9 | 13 |
| Dori | 5 | 13 | 9 | 10 | 15 | 14 | 14 |
| Fada N'gourma | 6 | 14 | 12 | 17 | 18 | 17 | 17 |
| Gaoua | 7 | 12 | 10 | 17 | 13 | 17 | 16 |
| Kaya | 9 | 11 | 8 | 17 | 17 | 22 | 18 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 14 | 13 |
| Koudougou | 10 | 7 | 9 | 17 | 19 | 21 | 31 |
| Manga | - | - | - | - | - | 7 | 15 |
| Ouagadougou | 32 | 71 | 69 | 101 | 115 | 127 | 124 |
| Ouahigouya | 8 | 9 | 10 | 7 | 21 | 29 | 25 |
| Tenkodogo | 9 | 12 | 13 | 20 | 19 | 21 | 19 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 13 | 13 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Ziniaré | - | - | - | - | 9 | 15 | 11 |

Tableau 2.10 : Personnel de sécurité pénitentiaire par grade selon l'affectation en 2006

| | Inspecteur | Contrôleur | Assistant | Agents | Totaux |
|----------------------------------|------------|------------|-----------|--------|--------|
| Ensemble | 22 | 42 | 128 | 363 | 555 |
| Chancellerie | 4 | 5 | 20 | 27 | 56 |
| DSP | 4 | 3 | 12 | 21 | 40 |
| DAPRS | 0 | 2 | 3 | 2 | 7 |
| Autres au Ministère | 0 | 0 | 5 | 4 | 9 |
| ENP (encadreurs) | 0 | 1 | 4 | 0 | 5 |
| CPA de Baporo | 1 | 0 | 4 | 8 | 13 |
| Centre pour mineurs de Laye | 0 | 1 | 1 | 3 | 5 |
| Maisons d'arrêt et de correction | 15 | 34 | 99 | 325 | 473 |
| Banfora | 0 | 2 | 3 | 11 | 16 |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 1 | 14 | 57 | 73 |
| Bogandé | 1 | 2 | 2 | 8 | 13 |
| Boromo | 1 | 1 | 6 | 8 | 16 |
| Dédougou | 1 | 2 | 3 | 15 | 21 |
| Diapaga | 0 | 3 | 1 | 9 | 13 |
| Dori | 1 | 2 | 2 | 9 | 14 |
| Fada N'gourma | 1 | 2 | 4 | 10 | 17 |
| Gaoua | 0 | 3 | 3 | 10 | 16 |
| Kaya | 1 | 2 | 3 | 12 | 18 |
| Kongoussi | 1 | 1 | 4 | 7 | 13 |
| Koudougou | 1 | 2 | 6 | 22 | 31 |
| Manga | 0 | 2 | 4 | 9 | 15 |
| Ouagadougou | 1 | 2 | 26 | 95 | 124 |
| Ouahigouya | 1 | 2 | 8 | 14 | 25 |
| Tenkodogo | 1 | 2 | 4 | 12 | 19 |
| Tougan | 1 | 1 | 2 | 9 | 13 |
| Yako | 1 | 0 | 3 | 1 | 5 |
| Ziniaré | 1 | 2 | 1 | 7 | 11 |
| En mission | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 |

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation : Voir *Cassation*.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour renonce à son action.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Mécanisme procédural de référé utilisé par le Premier président de la Cour.

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

Juridiction placée au sommet de la hiérarchie des juridictions de l'ordre judiciaire et dotée d'une compétence nationale, la Cour de Cassation est instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000 dans le souci d'unifier l'interprétation des normes juridiques. Elle statue en droit sur les pourvois en cassation dont elle est saisie en matière civile, commerciale, sociale et pénale. Elle est composée de six chambres.

La chambre civile, la chambre commerciale et la chambre sociale sont chargées de l'examen des pourvois formés contre les décisions rendues respectivement en matière civile, commerciale et sociale par les juridictions de second degré statuant en dernier ressort.

La chambre criminelle est compétente pour examiner les pourvois formés contre les arrêts rendus par les chambres criminelles et correctionnelles des Cours d'appel et les jugements rendus en matière criminelle par les tribunaux pour enfants.

La chambre mixte est composée de deux chambres au moins de la Cour en vue d'examiner une affaire qui pose une question relevant normalement des attributions de plusieurs chambres ou si la question a reçu ou est susceptible de recevoir devant les chambres des solutions divergentes.

Les chambres réunies sont une assemblée plénière de l'ensemble des chambres de la Cour de cassation en vue d'examiner une affaire qui pose une question de principe, notamment s'il existe des solutions divergentes, soit entre les juges de fond, soit entre les juges de fond et la Cour de cassation. Le renvoi devant les chambres réunies est ordonné lorsque, après cassation d'un premier arrêt ou jugement, la décision rendue par la juridiction de renvoi est attaquée par les mêmes moyens.

Tableau 3.1 : Activités de la Cour de cassation

| Affaires nouvelles | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-----------------------------------|------|------|------|------|
| Ensemble | 126 | 112 | 151 | 172 |
| Chambre civile | 33 | 38 | 44 | 57 |
| Chambre commerciale | 13 | 22 | 21 | 23 |
| Chambre sociale | 29 | 36 | 43 | 47 |
| Chambre criminelle | 51 | 12 | 18 | 21 |
| Chambre mixte et Chambres réunies | 0 | 0 | 3 | 0 |
| Juridiction du 1er Président | 0 | 4 | 22 | 24 |

| Nature de la décision rendue | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------------------|------|------|------|------|
| Ensemble | 78 | 117 | 102 | 170 |
| Avant dire droit | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cassation | 9 | 14 | 10 | 23 |
| dont annulation et renvoi | 6 | 10 | 6 | 18 |
| Rejet | 14 | 26 | 18 | 50 |
| Irrecevabilité | 31 | 50 | 43 | 60 |
| Désistement | 12 | 10 | 8 | 9 |
| Autres décisions | 12 | 17 | 23 | 28 |

| Décisions rédigées | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------------|------|------|------|------|
| Ensemble | 55 | 106 | 86 | 99 |

Tableau 3.2 : Activités du parquet général de la Cour de cassation

| Orientation des affaires | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-----------------------------------|------|------|------|------|
| Ensemble | 77 | 110 | 75 | 138 |
| Chambre civile | 6 | 16 | 35 | 57 |
| Chambre commerciale | 11 | 29 | 14 | 23 |
| Chambre sociale | 22 | 42 | 14 | 38 |
| Chambre criminelle | 38 | 23 | 12 | 20 |
| Chambre mixte et Chambres réunies | 0 | 0 | 0 | 0 |

III.2. Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès en appel devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des arrêts de confirmation, infirmation, reformation ou d'annulation.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont le verdict a été rédigé et signé par le juge.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation, reformation, annulation, désistement, irrecevabilité, radiation.

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou des peines complémentaires en cas de récidive.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : Ordonnances de référés et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son action.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugements rendus sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des arrêts de confirmation, infirmation, reformation ou d'annulation.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence de la Cour d'appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Saisines pénales : Introductions de nouvelles affaires à la Cour d'appel pour les faits de contraventions, de délits ou de crimes.

Sources statistiques

Rôle général, rôle social, plumitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, criminels et de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau 3.3 : Activités civiles, commerciales et sociales des cours d'appel

| Affaires nouvelles | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Juridiction d'origine | | | | | | | |
| Tribunal de grande instance | 482 | 586 | 641 | 625 | 737 | 612 | 749 |
| Tribunal du travail | 190 | 244 | 218 | 198 | 176 | 227 | 163 |
| Tribunal d'instance | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 18 | 27 |
| Total | 672 | 830 | 859 | 823 | 920 | 857 | 939 |
| Décisions rendues selon la compétence | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Chambres civile et commerciale | 166 | 235 | 196 | 279 | 193 | 167 | 242 |
| Chambre sociale | 96 | 179 | 109 | 200 | 169 | 136 | 205 |
| Chambre correctionnelle | 75 | 84 | 119 | 131 | 90 | 78 | 106 |
| Juridiction du 1er Président | 63 | 145 | 108 | 119 | 148 | 142 | 124 |
| Autres | 0 | 0 | 5 | 14 | 4 | 2 | 0 |
| Total | 400 | 643 | 537 | 743 | 604 | 525 | 677 |
| Nature de la décision rendue | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 400 | 643 | 537 | 743 | 604 | 525 | 677 |
| Avant dire droit | 4 | 5 | 11 | 10 | 7 | 4 | 11 |
| Décisions sur le fond | 299 | 441 | 349 | 558 | 446 | 377 | 513 |
| Confirmations | 186 | 293 | 189 | 246 | 254 | 221 | 323 |
| Infirmations | 58 | 95 | 89 | 153 | 111 | 99 | 111 |
| Reformations | 35 | 28 | 54 | 70 | 51 | 45 | 51 |
| Annulations | 20 | 25 | 17 | 89 | 30 | 12 | 28 |
| Autres décisions et radiations | 97 | 197 | 177 | 175 | 151 | 144 | 153 |
| Désistement | 21 | 45 | 37 | 32 | 32 | 47 | 48 |
| Irrecevabilité | 8 | 31 | 45 | 45 | 44 | 28 | 51 |
| Autres décisions | 44 | 60 | 42 | 67 | 57 | 52 | 41 |
| Radiations | 24 | 61 | 53 | 31 | 18 | 17 | 13 |
| Décisions rédigées | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 314 | 484 | 472 | 581 | 533 | 458 | 422 |

Tableau 3.4 : Activités pénales des cours d'appel

| Nature des affaires nouvelles | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Contraventions | 0 | 7 | 10 | 8 | 8 | 10 | 13 |
| Délits | 70 | 55 | 96 | 105 | 109 | 98 | 108 |
| Crimes | 169 | 75 | 227 | 162 | 130 | 150 | 259 |
| Total | 239 | 137 | 333 | 275 | 247 | 258 | 380 |

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressorts. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appels des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appels sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre d'accusation : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

Juridiction du premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau 3.5 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 672 | 830 | 859 | 823 | 920 | 857 | 939 |
| Bobo-Dioulasso | 226 | 305 | 275 | 255 | 268 | 238 | 344 |
| Ouagadougou | 446 | 525 | 584 | 568 | 652 | 619 | 595 |

Tableau 3.6 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 482 | 586 | 641 | 625 | 737 | 612 | 749 |
| Bobo-Dioulasso | 139 | 160 | 197 | 182 | 213 | 169 | 260 |
| Ouagadougou | 343 | 426 | 444 | 443 | 524 | 443 | 489 |

Tableau 3.7 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 400 | 643 | 537 | 743 | 604 | 525 | 677 |
| Bobo-Dioulasso | 155 | 248 | 226 | 369 | 218 | 143 | 223 |
| Ouagadougou | 245 | 395 | 311 | 374 | 386 | 382 | 454 |

Tableau 3.8 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 299 | 441 | 349 | 558 | 446 | 377 | 513 |
| Bobo-Dioulasso | 117 | 168 | 140 | 272 | 158 | 95 | 135 |
| Ouagadougou | 182 | 273 | 209 | 286 | 288 | 282 | 378 |

Tableau 3.9 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 63 | 145 | 108 | 119 | 148 | 142 | 124 |
| Bobo-Dioulasso | 0 | 50 | 51 | 33 | 62 | 48 | 54 |
| Ouagadougou | 63 | 95 | 57 | 86 | 86 | 94 | 70 |

Tableau 3.10 : Décisions rédigées par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 314 | 484 | 472 | 581 | 533 | 458 | 422 |
| Bobo-Dioulasso | 115 | 164 | 188 | 225 | 163 | 109 | 191 |
| Ouagadougou | 199 | 320 | 284 | 356 | 370 | 349 | 231 |

Tableau 3.11 : Ensemble des affaires pénales par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 239 | 137 | 333 | 275 | 247 | 258 | 380 |
| Bobo-Dioulasso | 71 | 55 | 132 | 110 | 64 | 65 | 128 |
| Ouagadougou | 168 | 82 | 201 | 165 | 183 | 193 | 252 |

Tableau 3.12 : Affaires criminelles par Cour d'appel

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 169 | 75 | 227 | 162 | 130 | 150 | 259 |
| Bobo-Dioulasso | 51 | 31 | 91 | 73 | 16 | 28 | 47 |
| Ouagadougou | 118 | 44 | 136 | 89 | 114 | 122 | 212 |

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jonction : Mesure administrative et judiciaire par laquelle le tribunal ou le Président du tribunal décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Tableau 3.13 : Activités civiles et commerciales de l'ensemble des tribunaux de grande instance

| Affaires nouvelles | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Affaires civiles et commerciales | 1 801 | 1 838 | 1 928 | 2 063 | 1 816 | 2 162 | 2 841 |
| Référé | 482 | 529 | 525 | 627 | 609 | 522 | 594 |
| Injonctions de payer | 2 148 | 1 800 | 1 449 | 1 237 | 878 | 857 | 807 |
| Ordonnances | 6 164 | 6 786 | 7 758 | 8 181 | 8 137 | 8 794 | 9 643 |
| Total | 10 595 | 10 953 | 11 660 | 12 108 | 11 440 | 12 335 | 13 885 |
| Décisions rendues | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Affaires civiles | 1 328 | 1 419 | 1 551 | 1 744 | 1 731 | 1 924 | 2 531 |
| Affaires commerciales | 331 | 282 | 262 | 208 | 184 | 262 | 250 |
| Référé | 470 | 504 | 538 | 602 | 624 | 511 | 598 |
| Injonctions de payer | 2 148 | 1 800 | 1 449 | 1 237 | 878 | 857 | 807 |
| Ordonnances | 6 164 | 6 786 | 7 758 | 8 181 | 8 137 | 8 794 | 9 643 |
| Total | 10 441 | 10 791 | 11 558 | 11 972 | 11 554 | 12 348 | 13 829 |
| Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 2 129 | 2 205 | 2 351 | 2 554 | 2 539 | 2 697 | 3 379 |
| Avant dire droit | 18 | 36 | 17 | 24 | 14 | 35 | 42 |
| Décisions sur le fond | 1 600 | 1 841 | 2 061 | 2 285 | 2 272 | 2 349 | 3 031 |
| Acceptation totale | 1 109 | 1 297 | 1 527 | 1 737 | 1 815 | 1 857 | 2 498 |
| Acceptation partielle | 272 | 259 | 228 | 253 | 210 | 221 | 243 |
| Rejet | 219 | 285 | 306 | 295 | 247 | 271 | 290 |
| Autres décisions | 511 | 328 | 273 | 245 | 253 | 313 | 306 |
| Incompétence | 54 | 100 | 62 | 59 | 79 | 66 | 70 |
| Jonction | 8 | 6 | 6 | 5 | 7 | 8 | 3 |
| Irrecevabilité | 77 | 83 | 86 | 87 | 65 | 81 | 86 |
| Désistement | 109 | 44 | 47 | 31 | 44 | 40 | 34 |
| Radiations | 263 | 95 | 72 | 63 | 58 | 118 | 113 |
| Opposition aux décisions rendues | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Affaires civiles | 27 | 47 | 136 | 87 | 64 | 124 | 77 |
| Affaires commerciales | 38 | 25 | 97 | 91 | 93 | 149 | 128 |
| Total | 65 | 72 | 233 | 178 | 157 | 273 | 205 |
| Type de comparution | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Contradictoire | 1 762 | 1 995 | 2 259 | 2 449 | 2 445 | 2 564 | 3 251 |
| Réputé contradictoire | 97 | 88 | 30 | 38 | 22 | 22 | 17 |
| Par défaut | 270 | 122 | 62 | 67 | 72 | 111 | 111 |
| Total | 2 129 | 2 205 | 2 351 | 2 554 | 2 539 | 2 697 | 3 379 |
| Décisions rédigées (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 1 307 | 1 353 | 1 563 | 1 770 | 2 021 | 1 839 | 2 406 |

Concepts

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de comparution : En matière civile et commerciale, trois types de comparution existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Sources statistiques

Rôles généraux, pluriels des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, pluriels des référés des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.14 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 1 801 | 1 838 | 1 928 | 2 063 | 1 816 | 2 162 | 2 841 |
| Banfora | - | 20 | 42 | 31 | 29 | 46 | 30 |
| Bobo-Dioulasso | 400 | 415 | 383 | 405 | 160 | 163 | 213 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 8 | 23 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 37 |
| Dédougou | 63 | 68 | 72 | 71 | 58 | 84 | 127 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Dori | 18 | 16 | 13 | 33 | 41 | 26 | 49 |
| Fada N'gourma | 34 | 44 | 61 | 72 | 41 | 64 | 89 |
| Gaoua | 16 | 15 | 28 | 60 | 66 | 69 | 86 |
| Kaya | 27 | 41 | 80 | 81 | 84 | 93 | 157 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 12 | 109 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 100 | 164 | 195 | 246 |
| Manga | - | - | - | - | - | 9 | 94 |
| Ouagadougou | 1 166 | 1 125 | 992 | 954 | 914 | 1 057 | 1 197 |
| Ouahigouya | 46 | 71 | 84 | 100 | 123 | 97 | 94 |
| Tenkodogo | 31 | 23 | 173 | 156 | 136 | 161 | 181 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 8 | 14 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 70 | 78 |

Tableau 3.15 : Ensemble des ordonnances et injonctions de payer nouvelles par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Ensemble | 8 312 | 8 586 | 9 207 | 9 418 | 9 015 | 9 651 | 10 450 |
| Banfora | - | 80 | 124 | 134 | 141 | 170 | 323 |
| Bobo-Dioulasso | 2 924 | 3 264 | 2 859 | 2 983 | 2 803 | 2 830 | 2 941 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 36 | 44 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 71 |
| Dédougou | 15 | 24 | 23 | 39 | 24 | 29 | 20 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 19 |
| Dori | 50 | 44 | 39 | 68 | 44 | 57 | 81 |
| Fada N'gourma | 164 | 200 | 190 | 195 | 157 | 196 | 257 |
| Gaoua | 232 | 317 | 351 | 170 | 290 | 417 | 239 |
| Kaya | 125 | 223 | 139 | 217 | 196 | 213 | 240 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 12 | 84 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 226 | 311 | 293 | 386 |
| Manga | - | - | - | - | - | 28 | 149 |
| Ouagadougou | 4 581 | 4 217 | 5 039 | 4 884 | 4 409 | 4 492 | 4 792 |
| Ouahigouya | 79 | 141 | 192 | 234 | 266 | 296 | 323 |
| Tenkodogo | 142 | 76 | 251 | 268 | 374 | 508 | 446 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 3 | 1 |
| Yako | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 71 | 34 |

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau 3.16 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 2 129 | 2 205 | 2 351 | 2 554 | 2 539 | 2 697 | 3 379 |
| Banfora | - | 13 | 58 | 39 | 35 | 40 | 49 |
| Bobo-Dioulasso | 391 | 500 | 470 | 544 | 465 | 401 | 526 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 23 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 32 |
| Dédougou | 62 | 80 | 68 | 66 | 55 | 76 | 129 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Dori | 18 | 17 | 13 | 35 | 42 | 27 | 52 |
| Fada N'gourma | 38 | 48 | 56 | 70 | 51 | 60 | 86 |
| Gaoua | 5 | 10 | 23 | 47 | 56 | 74 | 60 |
| Kaya | 34 | 46 | 75 | 78 | 94 | 108 | 144 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 8 | 106 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 81 | 197 | 210 | 225 |
| Manga | - | - | - | - | - | 7 | 49 |
| Ouagadougou | 1 512 | 1 405 | 1 340 | 1 364 | 1 296 | 1 371 | 1 555 |
| Ouahigouya | 45 | 63 | 90 | 100 | 122 | 99 | 97 |
| Tenkodogo | 24 | 23 | 158 | 130 | 126 | 146 | 146 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 5 | 5 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 65 | 78 |

Tableau 3.17 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 1 600 | 1 841 | 2 061 | 2 285 | 2 272 | 2 349 | 3 031 |
| Banfora | - | 10 | 50 | 28 | 34 | 35 | 41 |
| Bobo-Dioulasso | 324 | 398 | 372 | 435 | 366 | 321 | 453 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 21 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 30 |
| Dédougou | 60 | 66 | 64 | 62 | 49 | 70 | 121 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Dori | 14 | 13 | 8 | 13 | 23 | 11 | 34 |
| Fada N'gourma | 29 | 37 | 54 | 67 | 50 | 60 | 81 |
| Gaoua | 5 | 9 | 22 | 43 | 56 | 73 | 60 |
| Kaya | 24 | 29 | 61 | 68 | 86 | 99 | 135 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 7 | 87 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 74 | 191 | 199 | 211 |
| Manga | - | - | - | - | - | 7 | 48 |
| Ouagadougou | 1 080 | 1 201 | 1 195 | 1 271 | 1 171 | 1 170 | 1 375 |
| Ouahigouya | 43 | 59 | 88 | 100 | 122 | 94 | 93 |
| Tenkodogo | 21 | 19 | 147 | 124 | 124 | 141 | 143 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 5 | 5 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 57 | 76 |

Concepts

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Tableau 3.18 : Jugements sur le fond des affaires civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 1 163 | 1 398 | 1 594 | 1 740 | 1 715 | 1 896 | 2 485 |
| Banfora | - | 9 | 47 | 25 | 27 | 32 | 29 |
| Bobo-Dioulasso | 244 | 315 | 275 | 340 | 254 | 233 | 327 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 20 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 23 |
| Dédougou | 54 | 58 | 61 | 54 | 40 | 59 | 112 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Dori | 14 | 13 | 8 | 11 | 22 | 10 | 31 |
| Fada N'gourma | 28 | 35 | 49 | 66 | 49 | 60 | 81 |
| Gaoua | 5 | 9 | 22 | 40 | 52 | 70 | 60 |
| Kaya | 23 | 26 | 55 | 65 | 83 | 99 | 133 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 7 | 87 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 62 | 162 | 178 | 192 |
| Manga | - | - | - | - | - | 6 | 45 |
| Ouagadougou | 734 | 860 | 852 | 861 | 789 | 856 | 1 017 |
| Ouahigouya | 41 | 55 | 81 | 96 | 116 | 88 | 88 |
| Tenkodogo | 20 | 18 | 144 | 120 | 121 | 136 | 142 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 5 | 5 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 57 | 76 |

Tableau 3.19 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 1 307 | 1 353 | 1 563 | 1 770 | 2 021 | 1 839 | 2 406 |
| Banfora | - | 14 | 62 | 41 | 37 | 44 | 49 |
| Bobo-Dioulasso | 330 | 337 | 333 | 440 | 395 | 327 | 467 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 23 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 32 |
| Dédougou | 62 | 80 | 68 | 66 | 69 | 58 | 108 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Dori | 14 | 13 | 8 | 13 | 23 | 9 | 34 |
| Fada N'gourma | 37 | 47 | 54 | 64 | 46 | 58 | 81 |
| Gaoua | 3 | 5 | 19 | 45 | 50 | 66 | 56 |
| Kaya | 17 | 42 | 86 | 75 | 98 | 114 | 145 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 8 | 106 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 81 | 197 | 209 | 225 |
| Manga | - | - | - | - | - | 7 | 49 |
| Ouagadougou | 784 | 734 | 704 | 724 | 844 | 640 | 739 |
| Ouahigouya | 45 | 63 | 90 | 100 | 122 | 99 | 97 |
| Tenkodogo | 15 | 18 | 139 | 121 | 140 | 138 | 126 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 5 | 5 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 57 | 47 |

III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (assignation, requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins de onze jours et au plus de cinq années).

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaires nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Sources statistiques

Registres des plaintes et registres des orientations.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.20 : Activités des parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

| Affaires nouvelles selon l'infraction | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 5 643 | 5 364 | 5 640 | 5 779 | 6 451 | 6 392 | 7 524 |
| Crimes et délits contre les particuliers | 1 938 | 1 582 | 1 553 | 1 837 | 1 915 | 1 622 | 2 154 |
| dont | | | | | | | |
| Homicides et blessures involontaires | 718 | 510 | 367 | 493 | 540 | 385 | 557 |
| Coups et blessures volontaires | 567 | 484 | 511 | 533 | 537 | 470 | 598 |
| Vols aggravés | 136 | 124 | 124 | 151 | 193 | 120 | 180 |
| Homicides volontaires, empoisonnements | 92 | 102 | 95 | 109 | 111 | 72 | 136 |
| Viols | 76 | 81 | 89 | 98 | 126 | 97 | 148 |
| Coups mortels | 55 | 72 | 67 | 97 | 71 | 63 | 142 |
| Assassinats | 55 | 45 | 60 | 35 | 57 | 48 | 86 |
| Crimes et délits contre les biens | 3 174 | 3 154 | 3 468 | 3 317 | 3 723 | 3 951 | 4 433 |
| dont | | | | | | | |
| Vols, recels, extorsions, escroqueries | 2 646 | 2 329 | 2 911 | 2 625 | 3 029 | 3 210 | 3 582 |
| Abus de confiance | 348 | 642 | 387 | 460 | 453 | 486 | 536 |
| Destructions, dégradations, dommages | 117 | 122 | 113 | 154 | 164 | 143 | 201 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 233 | 254 | 233 | 237 | 311 | 282 | 353 |
| dont | | | | | | | |
| Stupéfiants | 96 | 154 | 104 | 94 | 143 | 123 | 159 |
| Enlèvements d'enfants | 37 | 27 | 38 | 34 | 32 | 28 | 48 |
| Mutilations génitales féminines | 36 | 23 | 24 | 30 | 26 | 31 | 26 |
| Attentats aux mœurs | 21 | 11 | 20 | 21 | 27 | 34 | 23 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 194 | 215 | 235 | 244 | 277 | 337 | 380 |
| dont | | | | | | | |
| Faux et usage de faux | 93 | 85 | 101 | 107 | 132 | 163 | 155 |
| Détournement de biens et deniers publics | 25 | 23 | 28 | 25 | 28 | 34 | 39 |
| Association de malfaiteurs | 18 | 27 | 19 | 17 | 18 | 31 | 57 |
| Infractions en matière d'armes et munitions | 66 | 91 | 86 | 88 | 68 | 99 | 103 |
| Contraventions | 38 | 68 | 65 | 56 | 157 | 101 | 101 |
| Orientation des parquets | | | | | | | |
| Ensemble | 5 643 | 5 364 | 5 640 | 5 779 | 6 451 | 6 392 | 7 524 |
| Chambre correctionnelle | 4 236 | 4 265 | 4 272 | 4 333 | 4 800 | 4 888 | 5 635 |
| Flagrants délits | 2 574 | 2 826 | 3 181 | 3 020 | 3 563 | 3 710 | 4 088 |
| Citations directes | 1 662 | 1 439 | 1 091 | 1 313 | 1 237 | 1 178 | 1 547 |
| Renvois à l'instruction | 621 | 634 | 620 | 705 | 784 | 671 | 1 020 |
| Classement sans suite | 786 | 465 | 748 | 741 | 867 | 833 | 869 |
| Activités des parquets relatives aux mineurs | | | | | | | |
| Mineurs présentés au parquet | 188 | 195 | 242 | 178 | 218 | 219 | 252 |
| Mineurs renvoyés en flagrant délit | 107 | 103 | 147 | 100 | 140 | 153 | 167 |
| Mineurs renvoyés en citation directe | 43 | 42 | 28 | 25 | 29 | 23 | 45 |
| Mineurs renvoyés à l'instruction | 24 | 27 | 46 | 30 | 26 | 19 | 24 |
| Mineurs relâchés après classement sans suite | 14 | 23 | 21 | 23 | 23 | 24 | 16 |
| Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire | 87 | 83 | 125 | 78 | 115 | 108 | 148 |

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures, de porter des coups ou de commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 3.21 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 5 643 | 5 364 | 5 640 | 5 779 | 6 451 | 6 392 | 7 524 |
| Banfora | - | 219 | 317 | 273 | 314 | 261 | 215 |
| Bobo-Dioulasso | 1 205 | 588 | 860 | 979 | 1 169 | 1 093 | 921 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 89 | 181 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 351 |
| Dédougou | 367 | 503 | 528 | 552 | 469 | 461 | 302 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 43 |
| Dori | 221 | 255 | 270 | 274 | 262 | 228 | 300 |
| Fada N'gourma | 600 | 508 | 508 | 384 | 415 | 309 | 374 |
| Gaoua | 297 | 331 | 360 | 373 | 356 | 478 | 413 |
| Kaya | 279 | 297 | 248 | 197 | 216 | 269 | 318 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 65 | 274 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 225 | 577 | 330 | 531 |
| Manga | - | - | - | - | - | 48 | 276 |
| Ouagadougou | 1 786 | 1 717 | 1 531 | 1 702 | 1 910 | 1 669 | 1 909 |
| Ouahigouya | 363 | 444 | 526 | 358 | 330 | 363 | 231 |
| Tenkodogo | 525 | 502 | 492 | 462 | 413 | 521 | 576 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 57 | 157 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 26 |
| Ziniaré | - | - | - | - | 20 | 151 | 126 |

Tableau 3.22 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 1 938 | 1 582 | 1 553 | 1 837 | 1 915 | 1 622 | 2 154 |
| Banfora | - | 54 | 117 | 66 | 83 | 82 | 51 |
| Bobo-Dioulasso | 491 | 191 | 337 | 481 | 410 | 326 | 230 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 13 | 55 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 152 |
| Dédougou | 89 | 144 | 125 | 144 | 121 | 112 | 87 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 13 |
| Dori | 56 | 70 | 60 | 93 | 85 | 64 | 110 |
| Fada N'gourma | 200 | 158 | 184 | 143 | 161 | 116 | 142 |
| Gaoua | 99 | 86 | 86 | 97 | 100 | 137 | 78 |
| Kaya | 110 | 106 | 66 | 44 | 65 | 67 | 92 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 17 | 138 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 107 | 164 | 90 | 144 |
| Manga | - | - | - | - | - | 12 | 52 |
| Ouagadougou | 592 | 513 | 289 | 391 | 519 | 314 | 512 |
| Ouahigouya | 120 | 100 | 139 | 92 | 75 | 84 | 54 |
| Tenkodogo | 181 | 160 | 150 | 179 | 126 | 131 | 163 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 10 | 37 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 10 |
| Ziniaré | - | - | - | - | 6 | 47 | 34 |

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 3.23 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 3 174 | 3 154 | 3 468 | 3 317 | 3 723 | 3 951 | 4 433 |
| Banfora | - | 138 | 167 | 175 | 171 | 150 | 132 |
| Bobo-Dioulasso | 649 | 357 | 458 | 428 | 596 | 619 | 554 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 62 | 112 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 139 |
| Dédougou | 238 | 282 | 335 | 321 | 284 | 285 | 176 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 23 |
| Dori | 120 | 160 | 176 | 157 | 139 | 143 | 162 |
| Fada N'gourma | 337 | 278 | 272 | 184 | 200 | 151 | 188 |
| Gaoua | 170 | 187 | 209 | 225 | 196 | 268 | 266 |
| Kaya | 150 | 175 | 158 | 135 | 134 | 175 | 183 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 46 | 117 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 87 | 354 | 203 | 337 |
| Manga | - | - | - | - | - | 26 | 182 |
| Ouagadougou | 1 012 | 980 | 1 091 | 1 152 | 1 175 | 1 129 | 1 168 |
| Ouahigouya | 201 | 306 | 341 | 227 | 232 | 240 | 148 |
| Tenkodogo | 297 | 291 | 261 | 226 | 229 | 330 | 365 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 32 | 96 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Ziniaré | - | - | - | - | 13 | 92 | 74 |

Tableau 3.24 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 233 | 254 | 233 | 237 | 311 | 282 | 353 |
| Banfora | - | 11 | 14 | 15 | 21 | 11 | 14 |
| Bobo-Dioulasso | 23 | 18 | 24 | 22 | 35 | 29 | 51 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 11 | 8 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Dédougou | 16 | 15 | 24 | 26 | 17 | 22 | 7 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 3 |
| Dori | 23 | 11 | 12 | 13 | 19 | 8 | 6 |
| Fada N'gourma | 32 | 23 | 27 | 19 | 21 | 9 | 14 |
| Gaoua | 8 | 22 | 24 | 17 | 20 | 28 | 22 |
| Kaya | 13 | 9 | 13 | 8 | 8 | 15 | 21 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 13 | 23 | 12 | 21 |
| Manga | - | - | - | - | - | 6 | 18 |
| Ouagadougou | 87 | 117 | 62 | 70 | 115 | 68 | 92 |
| Ouahigouya | 18 | 15 | 19 | 14 | 7 | 12 | 13 |
| Tenkodogo | 13 | 13 | 14 | 20 | 24 | 31 | 23 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 12 | 9 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 4 |
| Ziniaré | - | - | - | - | 1 | 8 | 10 |

III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de comparution : En matière correctionnelle, deux types de comparution existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau 3.25 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

| Jugements rendus selon le type de procédure | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 3 477 | 3 583 | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 |
| Flagrants délits | 2 694 | 2 865 | 3 416 | 3 449 | 3 382 | 3 894 | 4 353 |
| Citations directes | 783 | 718 | 920 | 809 | 910 | 1 009 | 919 |

| Jugements rendus selon le type de comparution | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 3 477 | 3 583 | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 |
| Contradictoire | 3206 | 3330 | 3 990 | 4 036 | 3 947 | 4 425 | 4 827 |
| Défaut | 246 | 239 | 297 | 161 | 251 | 407 | 324 |
| Autre | 25 | 14 | 49 | 61 | 94 | 71 | 121 |

| Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-----------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 3 477 | 3 583 | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 |
| Délits contre la chose publique | 153 | 146 | 214 | 181 | 210 | 271 | 224 |
| dont : | | | | | | | |
| Faux et usage de faux | 59 | 67 | 60 | 54 | 93 | 90 | 78 |
| Détournement de biens et de deniers publics | 3 | 4 | 14 | 7 | 10 | 7 | 5 |
| Délits contre les particuliers | 659 | 632 | 834 | 694 | 839 | 945 | 928 |
| dont : | | | | | | | |
| Coups et blessures volontaires | 366 | 313 | 402 | 370 | 480 | 502 | 504 |
| Homicides et blessures involontaires | 218 | 248 | 337 | 242 | 264 | 328 | 305 |
| Délits contre la famille et les bonnes mœurs | 164 | 159 | 183 | 170 | 218 | 233 | 271 |
| dont : | | | | | | | |
| Stupéfiants | 74 | 104 | 85 | 88 | 105 | 112 | 149 |
| Mutilations génitales féminines | 22 | 15 | 25 | 20 | 25 | 25 | 24 |
| Délits contre les biens | 2 438 | 2 571 | 2 995 | 3 138 | 2 938 | 3 341 | 3 717 |
| dont : | | | | | | | |
| Vols, extorsions, recels, escroqueries | 2 094 | 2 232 | 2 588 | 2 641 | 2 420 | 2 820 | 3 082 |
| Abus de confiance | 273 | 256 | 313 | 371 | 371 | 392 | 434 |
| Destructions, dégradations, dommages | 33 | 39 | 49 | 70 | 85 | 76 | 128 |
| Délits en matière d'armes et de munitions | 63 | 75 | 75 | 59 | 63 | 92 | 88 |
| Infractions non déterminées | 0 | 0 | 35 | 16 | 24 | 21 | 44 |

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.26 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 3 477 | 3 583 | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 |
| Banfora | - | 51 | 161 | 126 | 174 | 218 | 253 |
| Bobo-Dioulasso | 679 | 551 | 555 | 596 | 909 | 1 039 | 915 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 62 | 116 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 159 |
| Dédougou | 238 | 265 | 353 | 364 | 302 | 290 | 195 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 23 |
| Dori | 128 | 162 | 162 | 163 | 156 | 220 | 179 |
| Fada N'gourma | 411 | 366 | 324 | 276 | 267 | 226 | 240 |
| Gaoua | 229 | 210 | 307 | 284 | 341 | 312 | 312 |
| Kaya | 192 | 216 | 241 | 198 | 185 | 190 | 230 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 27 | 121 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 216 | 288 | 295 | 346 |
| Manga | - | - | - | - | - | 25 | 228 |
| Ouagadougou | 1 122 | 1 144 | 1 384 | 1 397 | 1 168 | 1 211 | 1 105 |
| Ouahigouya | 204 | 254 | 390 | 290 | 189 | 243 | 173 |
| Tenkodogo | 274 | 364 | 459 | 348 | 313 | 434 | 474 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 21 | 112 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 90 | 91 |

Tableau 3.27 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 2 694 | 2 865 | 3 416 | 3 449 | 3 382 | 3 894 | 4 353 |
| Banfora | - | 41 | 114 | 100 | 134 | 153 | 157 |
| Bobo-Dioulasso | 446 | 327 | 366 | 452 | 511 | 619 | 629 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 57 | 101 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 131 |
| Dédougou | 200 | 243 | 338 | 346 | 272 | 232 | 161 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 18 |
| Dori | 127 | 145 | 112 | 110 | 134 | 190 | 157 |
| Fada N'gourma | 293 | 256 | 233 | 186 | 220 | 178 | 187 |
| Gaoua | 149 | 179 | 272 | 250 | 273 | 273 | 273 |
| Kaya | 112 | 159 | 151 | 142 | 129 | 163 | 198 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 25 | 94 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 165 | 225 | 231 | 273 |
| Manga | - | - | - | - | - | 22 | 204 |
| Ouagadougou | 1 001 | 1 049 | 1 246 | 1 253 | 1 056 | 1 114 | 1 010 |
| Ouahigouya | 180 | 250 | 292 | 228 | 184 | 198 | 172 |
| Tenkodogo | 186 | 216 | 292 | 217 | 244 | 336 | 396 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 21 | 112 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 82 | 80 |

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de comparution : En matière correctionnelle, il existe deux types de comparution :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.28 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 3 206 | 3 330 | 3 990 | 4 036 | 3 947 | 4 425 | 4 827 |
| Banfora | - | 43 | 147 | 119 | 155 | 165 | 196 |
| Bobo-Dioulasso | 566 | 452 | 449 | 564 | 684 | 719 | 674 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 62 | 116 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 153 |
| Dédougou | 235 | 265 | 353 | 364 | 300 | 280 | 192 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 23 |
| Dori | 120 | 148 | 159 | 158 | 156 | 220 | 179 |
| Fada N'gourma | 356 | 314 | 295 | 249 | 258 | 222 | 232 |
| Gaoua | 213 | 209 | 306 | 282 | 334 | 307 | 307 |
| Kaya | 180 | 210 | 228 | 193 | 177 | 184 | 225 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 27 | 121 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 206 | 277 | 286 | 332 |
| Manga | - | - | - | - | - | 25 | 220 |
| Ouagadougou | 1 087 | 1 128 | 1 304 | 1 295 | 1 117 | 1 173 | 1 027 |
| Ouahigouya | 200 | 233 | 373 | 285 | 188 | 234 | 166 |
| Tenkodogo | 249 | 328 | 376 | 321 | 301 | 412 | 461 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 21 | 112 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 88 | 91 |

Tableau 3.29 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 246 | 239 | 297 | 161 | 251 | 407 | 324 |
| Banfora | - | 8 | 13 | 4 | 18 | 52 | 56 |
| Bobo-Dioulasso | 113 | 98 | 70 | 14 | 173 | 283 | 200 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Dédougou | 3 | 0 | 0 | 0 | 2 | 10 | 3 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dori | 4 | 11 | 3 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| Fada N'gourma | 55 | 52 | 29 | 27 | 9 | 4 | 8 |
| Gaoua | 16 | 1 | 1 | 2 | 5 | 3 | 3 |
| Kaya | 12 | 6 | 13 | 5 | 8 | 5 | 4 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 10 | 11 | 9 | 14 |
| Manga | - | - | - | - | - | 0 | 3 |
| Ouagadougou | 14 | 6 | 68 | 63 | 12 | 9 | 7 |
| Ouahigouya | 4 | 21 | 17 | 5 | 1 | 8 | 7 |
| Tenkodogo | 25 | 36 | 83 | 27 | 12 | 22 | 13 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 2 | 0 |

III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Affaire terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel de ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer pour poursuites inopportunes.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2006.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau 3.30 : Activités de l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

| Affaires nouvelles | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 599 | 702 | 669 | 722 | 724 | 861 | 1 102 |
| Criminelles | 494 | 586 | 540 | 576 | 589 | 670 | 940 |
| Correctionnelles | 105 | 116 | 129 | 146 | 135 | 191 | 162 |
| Affaires terminées | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 145 | 163 | 302 | 232 | 186 | 286 | 299 |
| Criminelles | 99 | 120 | 226 | 192 | 135 | 201 | 223 |
| Correctionnelles | 46 | 43 | 76 | 40 | 51 | 85 | 76 |
| Affaires en cours au 31 décembre | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 2 510 | 3 049 | 3 416 | 3 906 | 4 444 | 5 019 | 5 822 |
| Criminelles | 1 880 | 2 346 | 2 659 | 3 043 | 3 497 | 3 966 | 4 684 |
| Correctionnelles | 630 | 703 | 757 | 863 | 947 | 1 053 | 1 138 |
| Inculpés selon leur durée de détention provisoire | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 622 | 794 | 676 | 807 | 873 | 793 | 1 098 |
| Moins de 6 mois | 115 | 169 | 177 | 303 | 303 | 273 | 359 |
| 6 mois à moins de 12 mois | 178 | 218 | 209 | 233 | 237 | 191 | 249 |
| 12 mois et plus | 329 | 407 | 290 | 271 | 333 | 329 | 490 |

Tableau 3.31 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Ensemble | 599 | 702 | 669 | 722 | 724 | 861 | 1 102 |
| Banfora | - | 24 | 75 | 36 | 46 | 28 | 35 |
| Bobo-Dioulasso | 118 | 80 | 90 | 90 | 94 | 112 | 71 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 36 | 76 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 140 |
| Dédougou | 37 | 46 | 38 | 50 | 37 | 23 | 44 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Dori | 37 | 28 | 28 | 19 | 23 | 22 | 37 |
| Fada N'gourma | 54 | 59 | 47 | 36 | 36 | 34 | 42 |
| Gaoua | 40 | 54 | 42 | 39 | 34 | 46 | 38 |
| Kaya | 43 | 47 | 39 | 26 | 25 | 24 | 45 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 10 | 123 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 29 | 62 | 55 | 39 |
| Manga | - | - | - | - | - | 9 | 35 |
| Ouagadougou | 185 | 254 | 208 | 316 | 290 | 300 | 251 |
| Ouahigouya | 37 | 32 | 44 | 18 | 17 | 13 | 18 |
| Tenkodogo | 48 | 78 | 58 | 63 | 60 | 56 | 77 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 76 | 8 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 17 | 13 |

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale constituant une sorte d'avant procès qui permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée, notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Et si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Si le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif.

Tableau 3.32 : Affaires en instruction terminées par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 145 | 163 | 302 | 232 | 186 | 286 | 299 |
| Banfora | - | 0 | 23 | 6 | 13 | 12 | 3 |
| Bobo-Dioulasso | 24 | 43 | 30 | 23 | 19 | 50 | 47 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 6 | 0 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dédougou | 0 | 5 | 60 | 45 | 9 | 17 | 2 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dori | 24 | 28 | 19 | 11 | 5 | 7 | 4 |
| Fada N'gourma | 0 | 30 | 32 | 20 | 5 | 4 | 2 |
| Gaoua | 24 | 1 | 1 | 10 | 9 | 6 | 11 |
| Kaya | 9 | 7 | 19 | 6 | 9 | 2 | 2 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 0 | 4 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 4 | 14 | 28 | 52 |
| Manga | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Ouagadougou | 44 | 35 | 95 | 63 | 85 | 133 | 143 |
| Ouahigouya | 10 | 14 | 23 | 36 | 9 | 12 | 22 |
| Tenkodogo | 10 | 0 | 0 | 8 | 9 | 0 | 7 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 9 | 0 |

Tableau 3.33 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 2 510 | 3 049 | 3 416 | 3 906 | 4 444 | 5 019 | 5 822 |
| Banfora | - | 24 | 76 | 106 | 139 | 155 | 187 |
| Bobo-Dioulasso | 369 | 406 | 466 | 533 | 608 | 670 | 694 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 30 | 106 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 140 |
| Dédougou | 275 | 316 | 294 | 299 | 327 | 333 | 375 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Dori | 119 | 119 | 128 | 136 | 154 | 169 | 202 |
| Fada N'gourma | 230 | 259 | 274 | 290 | 321 | 351 | 391 |
| Gaoua | 156 | 209 | 250 | 279 | 304 | 344 | 371 |
| Kaya | 124 | 164 | 184 | 204 | 220 | 242 | 285 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 10 | 129 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 25 | 73 | 100 | 87 |
| Manga | - | - | - | - | - | 9 | 44 |
| Ouagadougou | 864 | 1 083 | 1 196 | 1 449 | 1 654 | 1 821 | 1 929 |
| Ouahigouya | 135 | 153 | 174 | 156 | 164 | 165 | 161 |
| Tenkodogo | 238 | 316 | 374 | 429 | 480 | 536 | 606 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 76 | 84 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 8 | 21 |

Dispositif légal de détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment. Le juge d'instruction statue dans un délai de cinq jours à compter des réquisitions du procureur.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication au procureur. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau 3.34 : Inculpés détenus dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Ensemble | 622 | 794 | 676 | 807 | 873 | 793 | 1 098 |
| Banfora | - | 21 | 18 | 59 | 28 | 25 | 49 |
| Bobo-Dioulasso | 95 | 82 | 115 | 110 | 132 | 172 | 180 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 24 | 56 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 12 |
| Dédougou | 43 | 44 | 53 | 52 | 32 | 19 | 43 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 7 |
| Dori | 32 | 29 | 31 | 16 | 17 | 9 | 17 |
| Fada N'gourma | 51 | 88 | 67 | 42 | 59 | 47 | 39 |
| Gaoua | 41 | 62 | 35 | 34 | 11 | 24 | 27 |
| Kaya | 55 | 65 | 27 | 49 | 36 | 32 | 50 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 1 | 28 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 29 | 80 | 64 | 81 |
| Manga | - | - | - | - | - | 7 | 50 |
| Ouagadougou | 212 | 305 | 233 | 326 | 343 | 288 | 222 |
| Ouahigouya | 43 | 31 | 44 | 34 | 28 | 10 | 17 |
| Tenkodogo | 50 | 67 | 53 | 56 | 107 | 51 | 171 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 8 | 24 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 12 | 19 |

Tableau 3.35 : Inculpés détenus dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est d'au moins 12 mois par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 329 | 407 | 290 | 271 | 333 | 329 | 490 |
| Banfora | - | 3 | 13 | 9 | 6 | 1 | 18 |
| Bobo-Dioulasso | 37 | 34 | 53 | 45 | 54 | 105 | 122 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 6 | 12 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Dédougou | 17 | 12 | 10 | 11 | 8 | 8 | 16 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 3 |
| Dori | 15 | 9 | 6 | 8 | 9 | 0 | 1 |
| Fada N'gourma | 20 | 46 | 8 | 16 | 34 | 9 | 18 |
| Gaoua | 25 | 48 | 11 | 21 | 11 | 22 | 20 |
| Kaya | 31 | 29 | 14 | 23 | 11 | 23 | 10 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 1 | 18 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 3 | 13 | 14 | 16 |
| Manga | - | - | - | - | - | 4 | 19 |
| Ouagadougou | 134 | 180 | 132 | 98 | 117 | 105 | 89 |
| Ouahigouya | 18 | 3 | 7 | 10 | 8 | 3 | 1 |
| Tenkodogo | 32 | 43 | 36 | 27 | 62 | 28 | 116 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 1 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 0 | 5 |

III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivées et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale : greffe du tribunal de grande instance qui l'abrite.

Autres actes de greffe : Il s'agit principalement des certificats de non faillite et des autres actes notariés du greffe.

Sources statistiques :

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau 3.36 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Bulletins de casier judiciaire n°3 | 62 880 | 62 840 | 76 254 | 70 047 | 74 452 | 70 742 | 87 254 |
| Certificats de nationalité des personnes | 30 179 | 34 772 | 34 227 | 32 548 | 35 073 | 35 833 | 39 006 |
| Registre du commerce et du crédit mobilier dont | 3 131 | 4 172 | 4 638 | 5 016 | 5 737 | 6 031 | 5 724 |
| Immatriculation des personnes physiques | 2 533 | 3 432 | 3 859 | 4 056 | 4 460 | 4 533 | 3 922 |
| Immatriculation des personnes morales | 424 | 472 | 428 | 487 | 537 | 597 | 699 |
| Cession volontaire des salaires | 5 263 | 4 964 | 3 960 | 5 011 | 4 709 | 3 974 | 9 305 |
| Autres actes de greffe | 5 | 7 | 532 | 690 | 686 | 744 | 939 |

Tableau 3.37 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Ensemble | 62 880 | 62 840 | 76 254 | 70 047 | 74 452 | 70 742 | 87 254 |
| Banfora | - | 790 | 2 338 | 2 060 | 2 493 | 2 495 | 2 806 |
| Bobo-Dioulasso | 10 066 | 10 677 | 11 324 | 11 091 | 12 023 | 13 181 | 14 330 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 420 | 727 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 1 268 |
| Dédougou | 5 229 | 5 286 | 5 840 | 5 210 | 5 976 | 4 450 | 2 715 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 271 |
| Dori | 1 151 | 855 | 1 143 | 828 | 679 | 766 | 910 |
| Fada N'gourma | 3 084 | 3 234 | 3 987 | 3 026 | 3 433 | 3 151 | 2 642 |
| Gaoua | 2 350 | 2 547 | 3 017 | 2 124 | 2 406 | 2 667 | 2 592 |
| Kaya | 2 100 | 2 187 | 2 539 | 2 473 | 2 746 | 2 509 | 2 711 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 267 | 1 679 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 5 403 | 7 931 | 7 600 | 8 681 |
| Manga | - | - | - | - | - | 502 | 1 576 |
| Ouagadougou | 24 263 | 23 393 | 31 192 | 25 265 | 24 749 | 18 754 | 28 368 |
| Ouahigouya | 8 352 | 7 637 | 8 686 | 6 427 | 6 827 | 6 118 | 5 294 |
| Tenkodogo | 6 285 | 6 234 | 6 188 | 6 140 | 5 189 | 5 504 | 5 998 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 888 | 2 583 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 255 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 1 470 | 1 848 |

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : l'extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents burkinabé.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : l'extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité de l'un des parents.
- Pour l'apatride ou l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, l'acte de mariage et le certificat de nationalité du conjoint ou de la conjointe burkinabé.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques. Ils ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
 - un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois ;
 - un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
 - un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
 - un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
 - une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.
- En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de quinze mille (15 000) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales de droit commercial qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires de procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription de versement ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de trente mille (30 000) FCFA.

Tableau 3.38 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Ensemble | 30 179 | 34 772 | 34 227 | 32 548 | 35 073 | 35 833 | 39 006 |
| Banfora | - | 456 | 1 179 | 843 | 1 223 | 1 129 | 1 097 |
| Bobo-Dioulasso | 3 918 | 4 277 | 4 697 | 3 632 | 5 061 | 6 291 | 6 627 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 108 | 229 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 246 |
| Dédougou | 1 613 | 1 688 | 1 614 | 1 384 | 1 482 | 1 389 | 1 002 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 93 |
| Dori | 548 | 412 | 361 | 359 | 304 | 337 | 452 |
| Fada N'gourma | 1 232 | 1 121 | 1 205 | 1 037 | 1 161 | 1 170 | 952 |
| Gaoua | 857 | 590 | 649 | 557 | 616 | 681 | 695 |
| Kaya | 875 | 865 | 896 | 822 | 891 | 879 | 822 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 62 | 594 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 2 004 | 2 555 | 2 647 | 2 751 |
| Manga | - | - | - | - | - | 188 | 565 |
| Ouagadougou | 15 564 | 20 131 | 17 536 | 16 840 | 16 955 | 14 731 | 16 636 |
| Ouahigouya | 2 182 | 1 884 | 2 086 | 1 978 | 2 003 | 2 308 | 1 888 |
| Tenkodogo | 3 390 | 3 348 | 4 004 | 3 092 | 2 822 | 3 330 | 3 120 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 163 | 676 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 78 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 420 | 483 |

Tableau 3.39 : Immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 2 957 | 3 904 | 4 287 | 4 543 | 4 997 | 5 130 | 4 621 |
| Banfora | - | 29 | 66 | 44 | 51 | 77 | 78 |
| Bobo-Dioulasso | 496 | 738 | 899 | 798 | 909 | 859 | 822 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 9 | 14 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 10 |
| Dédougou | 56 | 49 | 30 | 56 | 109 | 101 | 58 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 8 |
| Dori | 7 | 17 | 19 | 34 | 20 | 25 | 33 |
| Fada N'gourma | 12 | 26 | 47 | 72 | 112 | 75 | 67 |
| Gaoua | 13 | 29 | 18 | 79 | 93 | 122 | 128 |
| Kaya | 46 | 53 | 44 | 94 | 96 | 109 | 97 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 9 | 110 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 35 | 148 | 166 | 169 |
| Manga | - | - | - | - | - | 12 | 61 |
| Ouagadougou | 1 871 | 2 548 | 2 816 | 2 950 | 3 164 | 3 256 | 2 539 |
| Ouahigouya | 90 | 99 | 114 | 181 | 86 | 112 | 132 |
| Tenkodogo | 366 | 316 | 234 | 200 | 209 | 148 | 163 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 11 | 38 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 8 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 39 | 86 |

III.4. Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Contravention pénale : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jonction : Mesure administrative judiciaire par laquelle le tribunal ou le Président du tribunal décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau 3.40 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance

| Affaires nouvelles selon leur origine | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| Saisines directes | 520 | 848 | 787 |
| Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement | 0 | 0 | 0 |
| Total | 520 | 848 | 787 |
| Affaires nouvelles selon leur nature | 2004 | 2005 | 2006 |
| Injonction de payer | 412 | 646 | 544 |
| Affaires civiles | 77 | 135 | 123 |
| Affaires commerciales | 1 | 2 | 7 |
| Contraventions pénales | 30 | 65 | 113 |
| Total | 520 | 848 | 787 |
| Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer) | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 79 | 186 | 237 |
| Avant dire droit | 0 | 1 | 0 |
| Décisions sur le fond | 76 | 173 | 217 |
| Acceptation totale | 21 | 40 | 34 |
| Acceptation partielle | 33 | 79 | 94 |
| Rejet | 22 | 54 | 89 |
| Autres décisions | 2 | 8 | 17 |
| Jonction | 0 | 0 | 0 |
| Irrecevabilité | 1 | 2 | 4 |
| Désistement | 0 | 1 | 5 |
| Radiations | 1 | 5 | 8 |
| Jugements rédigés | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 48 | 114 | 121 |

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau 3.41 : Affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal d'instance

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 78 | 137 | 130 |
| Bobo-Dioulasso | 19 | 53 | 52 |
| Ouagadougou | 59 | 84 | 78 |

Tableau 3.42 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 412 | 646 | 544 |
| Bobo-Dioulasso | 87 | 152 | 240 |
| Ouagadougou | 325 | 494 | 304 |

Tableau 3.43 : Décisions rendues (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 79 | 185 | 237 |
| Bobo-Dioulasso | 38 | 101 | 151 |
| Ouagadougou | 41 | 84 | 86 |

Tableau 3.44 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 76 | 173 | 217 |
| Bobo-Dioulasso | 37 | 99 | 151 |
| Ouagadougou | 39 | 74 | 66 |

Tableau 3.45 : Jugements sur le fond par tribunal d'instance

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 46 | 108 | 104 |
| Bobo-Dioulasso | 18 | 52 | 52 |
| Ouagadougou | 28 | 56 | 52 |

Tableau 3.46 : Jugements rédigés par tribunal d'instance

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 48 | 114 | 121 |
| Bobo-Dioulasso | 19 | 50 | 52 |
| Ouagadougou | 29 | 64 | 69 |

III.5. Juridictions pour enfants : Juge des enfants et Tribunal pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Affaire terminée : Affaire sur laquelle le JE ou le TPE a statué et rendu son jugement.

Assistance éducative : Mesure pouvant être prise par le tribunal pour enfants, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposés gravement compromises.

Autres : Décision autre que : placement, remise à parent et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, de nature correctionnelle, consistant dans l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

Mineur délinquant : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Placement : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement, public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau 3.47 : Activités de l'ensemble des juridictions pour enfants relatives aux mineurs en danger

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------------------------|------|------|------|
| Mineurs suivis (assistance éducative) | 0 | 5 | 4 |
| Affaires nouvelles | 0 | 12 | 10 |
| Affaires terminées | 0 | 8 | 14 |
| Placement | 0 | 1 | 1 |
| Remise à parent | 0 | 2 | 2 |
| Autres | 0 | 5 | 11 |

Tableau 3.48 : Activités de l'ensemble des juridictions pour enfants relatives aux mineurs délinquants

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------|------|------|------|
| Affaires nouvelles | 0 | 71 | 60 |
| Contraventions | 0 | 1 | 1 |
| Délits | 0 | 64 | 45 |
| Crimes | 0 | 6 | 14 |
| Affaires terminées | 0 | 42 | 50 |
| Placement | 0 | 10 | 8 |
| Remise à parent | 0 | 17 | 21 |
| Emprisonnement | 0 | 1 | 11 |
| Autres | 0 | 14 | 10 |

Tableau 3.49 : Activités des juridictions pour enfants par type de juridiction

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------|------|------|------|
| Affaires nouvelles | 0 | 83 | 70 |
| Juge des Enfants | 0 | 83 | 59 |
| Tribunaux pour enfants | 0 | 0 | 11 |
| Affaires terminées | 0 | 50 | 64 |
| Juge des Enfants | 0 | 50 | 63 |
| Tribunaux pour enfants | 0 | 0 | 1 |

Organisation et compétence des juridictions pour enfants

Les juridictions pour enfants sont au nombre de deux :

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges et de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public et d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressorts.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges pour enfants ». Ils sont au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou) à être opérationnels.

La juridiction du juge pour enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public et d'un greffier en chef et des greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge pour enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau 3.50 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs par juge des enfants

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 0 | 83 | 59 |
| Bobo-Dioulasso | 0 | 35 | 37 |
| Ouagadougou | 0 | 48 | 22 |

Tableau 3.51 : Affaires terminées relatives aux mineurs par juge des enfants

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 0 | 50 | 63 |
| Bobo-Dioulasso | 0 | 25 | 40 |
| Ouagadougou | 0 | 25 | 23 |

Tableau 3.52 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs par tribunal pour enfants

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 0 | 0 | 11 |
| Bobo-Dioulasso | 0 | 0 | 9 |
| Ouagadougou | 0 | 0 | 2 |

Tableau 3.53 : Affaires terminées relatives aux mineurs par tribunal pour enfants

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|
| Ensemble | 0 | 0 | 1 |
| Bobo-Dioulasso | 0 | 0 | 1 |
| Ouagadougou | 0 | 0 | 0 |

III.6. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès au tribunal du travail et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Type de comparution : Trois types de comparution existent au tribunal du travail :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparait pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des tribunaux du travail.

Tableau 3.54 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

| Affaires nouvelles selon leur nature | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 203 | 288 | 340 | 354 | 323 | 440 | 459 |
| Rupture de contrat de travail | 153 | 220 | 303 | 316 | 275 | 336 | 260 |
| Non paiement de salaire | 30 | 38 | 20 | 17 | 17 | 36 | 98 |
| Reconstitution de carrière | 10 | 14 | 10 | 14 | 18 | 9 | 11 |
| Référés | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 31 | 53 |
| Autres | 10 | 16 | 7 | 6 | 11 | 28 | 37 |
| Décisions rendues selon leur nature (y compris référés) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 264 | 321 | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 |
| Décisions sur le fond | 236 | 292 | 281 | 269 | 408 | 405 | 336 |
| Acceptation totale | 88 | 113 | 102 | 90 | 255 | 215 | 170 |
| Acceptation partielle | 109 | 130 | 132 | 126 | 84 | 112 | 109 |
| Rejet | 39 | 49 | 47 | 53 | 69 | 78 | 57 |
| Autres décisions | 28 | 29 | 35 | 26 | 49 | 42 | 43 |
| Incompétence | 8 | 6 | 15 | 7 | 10 | 5 | 7 |
| Désistement | 0 | 1 | 4 | 1 | 12 | 1 | 6 |
| Radiation | 20 | 22 | 16 | 18 | 27 | 36 | 30 |
| Décisions rendues par type de comparution (y compris référés) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 264 | 321 | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 |
| Contradictoire | 224 | 297 | 291 | 270 | 396 | 395 | 334 |
| Réputé contradictoire | 7 | 6 | 8 | 4 | 9 | 14 | 16 |
| Par défaut | 33 | 18 | 17 | 21 | 52 | 38 | 29 |

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°11-92/ ADP du 22 décembre 1992.

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président nommé par décret parmi les magistrats de l'ordre judiciaire, de deux assesseurs employeurs et de deux assesseurs salariés et d'un greffier.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau 3.55 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 203 | 288 | 340 | 354 | 323 | 440 | 459 |
| Bobo-Dioulasso | 86 | 91 | 117 | 83 | 111 | 124 | 115 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 31 | 15 | 39 | 43 |
| Ouagadougou | 117 | 197 | 223 | 240 | 197 | 277 | 301 |

Tableau 3.56 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 153 | 220 | 303 | 316 | 275 | 336 | 260 |
| Bobo-Dioulasso | 64 | 76 | 104 | 73 | 75 | 83 | 84 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 24 | 12 | 14 | 32 |
| Ouagadougou | 89 | 144 | 199 | 219 | 188 | 239 | 144 |

Tableau 3.57 : Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 30 | 38 | 20 | 17 | 17 | 36 | 98 |
| Bobo-Dioulasso | 15 | 7 | 7 | 5 | 9 | 21 | 6 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 5 | 6 |
| Ouagadougou | 15 | 31 | 13 | 9 | 5 | 10 | 86 |

Tableau 3.58 : Décisions rendues par tribunal du travail

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 264 | 321 | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 |
| Bobo-Dioulasso | 71 | 72 | 99 | 78 | 95 | 85 | 75 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 36 | 41 | 21 |
| Ouagadougou | 193 | 249 | 217 | 217 | 326 | 321 | 283 |

Tableau 3.59 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 236 | 292 | 281 | 269 | 408 | 405 | 336 |
| Bobo-Dioulasso | 70 | 71 | 94 | 76 | 70 | 82 | 73 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 36 | 41 | 20 |
| Ouagadougou | 166 | 221 | 187 | 193 | 302 | 282 | 243 |

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1.Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur le régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des 'audiences de la Cour des comptes.

Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

| Affaires nouvelles par chambre | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Comptes de gestion reçus | 47 | 85 | 378 | 446 | 352 |
| CCOE | 31 | 44 | 49 | 49 | 139 |
| CCOCT | 0 | 0 | 288 | 339 | 152 |
| CCEP | 16 | 41 | 41 | 58 | 61 |
| Décisions rendues | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Arrêts provisoires | 0 | 0 | 0 | 5 | 8 |
| CCOE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CCEP | 0 | 0 | 0 | 5 | 6 |
| CCOCT | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Arrêts définitifs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Quitus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Débet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Décharge et amendes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

| Affaires nouvelles par chambre | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Contrôles effectués | 0 | 2 | 6 | 11 | 3 |
| CCOE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CCEP | 0 | 0 | 3 | 5 | 1 |
| CCOCT | 0 | 2 | 3 | 6 | 2 |
| Décisions rendues par chambre <th>2002</th> <th>2003</th> <th>2004</th> <th>2005</th> <th>2006</th> | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Référés | 0 | 0 | 5 | 17 | 7 |
| CCOE | 0 | 0 | 1 | 6 | 1 |
| CCEP | 0 | 0 | 2 | 7 | 4 |
| CCOCT | 0 | 0 | 2 | 4 | 2 |
| Lettres du président | 0 | 1 | 3 | 1 | 1 |
| CCOCT | 0 | 1 | 3 | 1 | 0 |
| CCEP | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| CCOE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|
| Avis rendus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rapports | 0 | 0 | 2 | 2 | 1 |
| Public | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| Exécution de la loi des finances | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 |
| Autres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

IV.2. Conseil d'Etat

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par laquelle une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des 'audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 4.4 : Activités du Conseil d'Etat

| Affaires nouvelles selon le type de contentieux | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 35 | 47 | 67 | 50 | 87 |
| Fonction publique | 17 | 13 | 23 | 16 | 19 |
| Marchés publics | 4 | 5 | 1 | 2 | 3 |
| Foncier | 8 | 20 | 23 | 17 | 26 |
| Fiscal | 0 | 1 | 6 | 0 | 0 |
| Electoral | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 |
| Autres | 6 | 8 | 14 | 15 | 15 |

| Affaires jugées selon la nature de la saisine | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 10 | 11 | 46 | 38 | 60 |
| Saisines directes | 4 | 6 | 25 | 12 | 10 |
| Appel | 6 | 5 | 19 | 24 | 47 |
| Cassation | 0 | 0 | 2 | 2 | 5 |

| Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 4 | 6 | 25 | 12 | 10 |
| Acceptation | 1 | 2 | 2 | 0 | 0 |
| Rejet | 2 | 0 | 6 | 3 | 4 |
| Incompétence | 0 | 2 | 5 | 4 | 3 |
| Irrecevabilité | 1 | 2 | 12 | 5 | 3 |

| Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 6 | 5 | 19 | 24 | 45 |
| Confirmation (totale ou partielle) | 5 | 2 | 2 | 9 | 15 |
| Rejet | 0 | 2 | 11 | 7 | 14 |
| Incompétence | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Irrecevabilité | 1 | 0 | 0 | 2 | 5 |
| Annulation | 0 | 1 | 6 | 6 | 9 |

| Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 0 | 0 | 2 | 2 | 5 |
| Cassation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rejet | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 |
| Incompétence | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 |
| Irrecevabilité | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques.

Elle est composée de sept (07) membres qui sont aussi bien des magistrats de l'ordre judiciaire que des fonctionnaires ou des personnalités désignées en qualité de membre de la Cour en raison de leur compétence et de leur expérience en matière de finances publiques pour un mandat de cinq (05) ans renouvelable une fois.

La Cour des Comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois des finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du Gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des Comptes comprend trois (03) chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Institué par la loi n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, de présidents de chambre, de conseillers, d'un commissaire du gouvernement, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressorts par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

IV.3. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au tribunal administratif. et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau 4.5 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

| Affaires nouvelles selon le type de contentieux | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 124 | 98 | 96 | 93 | 105 | 105 | 210 |
| Fonction publique | 20 | 22 | 11 | 10 | 14 | 15 | 24 |
| Marchés publics | 7 | 7 | 5 | 4 | 3 | 12 | 12 |
| Foncier | 34 | 39 | 32 | 30 | 49 | 44 | 44 |
| Fiscal | 3 | 4 | 4 | 1 | 7 | 4 | 6 |
| Electoral | 39 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 93 |
| Autres | 21 | 26 | 29 | 48 | 32 | 30 | 31 |
| Décisions rendues selon leur nature | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 72 | 56 | 74 | 76 | 105 | 94 | 190 |
| Décisions sur le fond | 59 | 35 | 52 | 42 | 65 | 60 | 130 |
| Acceptation totale | 21 | 14 | 31 | 18 | 39 | 27 | 40 |
| Acceptation partielle | 25 | 5 | 5 | 3 | 10 | 9 | 23 |
| Rejet | 13 | 16 | 16 | 21 | 16 | 24 | 67 |
| Autres décisions | 13 | 21 | 22 | 34 | 40 | 34 | 60 |
| Incompétence | 1 | 5 | 4 | 3 | 7 | 6 | 8 |
| Irrecevabilité | 12 | 16 | 18 | 31 | 33 | 28 | 52 |
| Décisions rédigées | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Ensemble | 46 | 32 | 53 | 81 | 118 | 93 | 143 |

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi n°21-95/ ADP du 16 mai 1995 au siège de chaque tribunal de grande instance.

Le tribunal administratif comprend : un président (qui est toujours un magistrat de l'ordre judiciaire), un commissaire du gouvernement (qui est un magistrat de l'ordre judiciaire ou un fonctionnaire de l'administration générale titulaire au moins d'une maîtrise en droit) et un greffier.

Le tribunal administratif est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il statue en dernier ressort à charge de pourvoi devant le Conseil d'Etat dans les cas déterminés par la loi.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle relevant de sa compétence ainsi que les exceptions relevant de la compétence des juridictions administratives.

Tableau 4.6 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 124 | 98 | 96 | 93 | 105 | 105 | 210 |
| Banfora | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| Bobo-Dioulasso | 22 | 21 | 18 | 23 | 22 | 13 | 53 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 1 | 2 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dédougou | 6 | 5 | 2 | 4 | 1 | 3 | 10 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dori | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Fada N'gourma | 2 | 0 | 1 | 1 | 2 | 0 | 4 |
| Gaoua | 1 | 2 | 6 | 11 | 3 | 6 | 15 |
| Kaya | 3 | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 0 | 5 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 6 |
| Manga | - | - | - | - | - | - | 4 |
| Ouagadougou | 76 | 60 | 63 | 51 | 73 | 72 | 83 |
| Ouahigouya | 7 | 3 | 3 | 2 | 0 | 0 | 5 |
| Tenkodogo | 5 | 2 | 1 | 0 | 0 | 6 | 7 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 4 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 1 | 2 |

Tableau 4.7 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 34 | 39 | 32 | 30 | 49 | 44 | 44 |
| Banfora | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bobo-Dioulasso | 10 | 9 | 7 | 8 | 15 | 9 | 17 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dédougou | 4 | 4 | 2 | 4 | 1 | 3 | 4 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dori | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Fada N'gourma | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Gaoua | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 5 | 0 |
| Kaya | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 0 | 1 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 2 |
| Manga | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Ouagadougou | 14 | 22 | 15 | 15 | 29 | 21 | 18 |
| Ouahigouya | 3 | 1 | 3 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Tenkodogo | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 0 | 0 |

Tableau 4.8 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 72 | 56 | 74 | 76 | 105 | 94 | 190 |
| Banfora | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Bobo-Dioulasso | 16 | 22 | 10 | 15 | 25 | 17 | 44 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dédougou | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dori | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Fada N'gourma | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 |
| Gaoua | 1 | 0 | 6 | 1 | 5 | 0 | 20 |
| Kaya | 3 | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 0 | 4 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 6 |
| Manga | - | - | - | - | - | 0 | 4 |
| Ouagadougou | 40 | 27 | 55 | 55 | 70 | 74 | 76 |
| Ouahigouya | 1 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 |
| Tenkodogo | 5 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 3 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 0 | 1 |

Tableau 4.9 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 59 | 35 | 52 | 42 | 65 | 60 | 130 |
| Banfora | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Bobo-Dioulasso | 10 | 11 | 8 | 9 | 19 | 12 | 35 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dédougou | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dori | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Fada N'gourma | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Gaoua | 0 | 0 | 4 | 1 | 4 | 0 | 15 |
| Kaya | 2 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 0 | 3 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 | 6 |
| Manga | - | - | - | - | - | 0 | 2 |
| Ouagadougou | 37 | 19 | 39 | 27 | 38 | 45 | 48 |
| Ouahigouya | 1 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| Tenkodogo | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 2 |
| Yako | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Ziniaré | - | - | - | - | - | 0 | 0 |

V. Maisons d'arrêt et de correction

V.1. Population carcérale, occupation des maisons d'arrêt et caractéristiques des incarcérés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels.

Note :

Dans les tableaux par maison d'arrêt, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'ont pas encore intégré leurs locaux propres. Elles fonctionnent au sein des autres maisons d'arrêt.

Dans les tableaux par maison d'arrêt, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des maisons d'arrêt par statut au 31 décembre

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble des détenus | 2 204 | 2 757 | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 |
| Détenus en attente de jugement | 1 419 | 1 698 | 1 494 | 1 155 | 1 366 | 1 448 | 1 195 |
| Inculpés (en instruction) | 776 | 945 | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 |
| Prévenus | 643 | 753 | 690 | 383 | 504 | 512 | 205 |
| Condamnés | 785 | 1 059 | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 |

Tableau 5.2 : Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction au 31 décembre

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre de places théoriques | 1 820 | 1 820 | 1 820 | 1 820 | 1 820 | 2 300 | 2 660 |
| Nombre de détenus au 31 décembre | 2 204 | 2 757 | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 |
| Taux d'occupation (en %) | 120,9 | 151,7 | 139,0 | 132,6 | 153,8 | 144,1 | 116,8 |

Tableau 5.3 : Mouvements de détenus

| Incarcérations | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble des incarcérations | 5 596 | 6 469 | 6 535 | 6 540 | 7 342 | 7 528 | 8 418 |
| Répartition des incarcérés selon le sexe | | | | | | | |
| Hommes | 5 456 | 6 373 | 6 366 | 6 419 | 7 160 | 7 368 | 8 210 |
| Femmes | 140 | 96 | 169 | 121 | 182 | 160 | 208 |
| Répartition des incarcérés selon l'âge | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Mineurs | | | | | | | |
| 13 ans à moins de 15 ans | 44 | 56 | 54 | 51 | 42 | 43 | 67 |
| 15 ans à moins de 18 ans | 293 | 272 | 293 | 230 | 229 | 253 | 327 |
| Majeurs | | | | | | | |
| 18 ans à moins de 21 ans | 682 | 832 | 971 | 883 | 972 | 1 028 | 1 122 |
| 21ans à moins de 25 ans | 918 | 1 250 | 1 261 | 1 129 | 1 551 | 1 377 | 1 718 |
| 25 ans à moins de 30 ans | 1 351 | 1 498 | 1 494 | 1 574 | 1 534 | 1 712 | 1 941 |
| 30 ans à moins de 40 ans | 1 517 | 1 658 | 1 481 | 1 603 | 1 805 | 1 840 | 1 924 |
| 40 ans à moins de 60 ans | 691 | 784 | 845 | 953 | 1 049 | 1 140 | 1 144 |
| 60 ans et plus | 100 | 119 | 136 | 117 | 160 | 135 | 175 |
| Autres mouvements | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Evasions | 192 | 170 | 190 | 181 | 244 | 89 | 680 |
| Décès | 24 | 33 | 36 | 23 | 22 | 33 | 34 |

Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 2 204 | 2 757 | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 110 | 149 |
| Baporo | 9 | 21 | 33 | 35 | 56 | 76 | 66 |
| Bobo-Dioulasso | 327 | 479 | 392 | 432 | 501 | 525 | 515 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 62 | 95 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 79 |
| Dédougou | 202 | 222 | 174 | 215 | 242 | 232 | 158 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 29 |
| Dori | 96 | 94 | 80 | 84 | 77 | 63 | 77 |
| Fada N'gourma | 110 | 174 | 173 | 136 | 193 | 156 | 155 |
| Gaoua | 108 | 188 | 181 | 179 | 180 | 205 | 173 |
| Kaya | 170 | 185 | 156 | 124 | 183 | 203 | 216 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 35 | 136 |
| Koudougou | 25 | 27 | 9 | 131 | 161 | 196 | 165 |
| Manga | - | - | - | - | - | 25 | 95 |
| Ouagadougou* | 743 | 962 | 901 | 763 | 854 | 1 016 | 522 |
| Ouahigouya** | 187 | 187 | 213 | 148 | 144 | 128 | 145 |
| Tenkodogo | 227 | 218 | 218 | 167 | 208 | 229 | 296 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 54 | 37 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 1 419 | 1 698 | 1 494 | 1 155 | 1 366 | 1 448 | 1 195 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 20 | 50 |
| Baporo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bobo-Dioulasso | 233 | 281 | 223 | 202 | 215 | 269 | 201 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 21 | 35 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 22 |
| Dédougou | 103 | 111 | 48 | 47 | 73 | 59 | 60 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 18 |
| Dori | 26 | 29 | 31 | 29 | 27 | 22 | 29 |
| Fada N'gourma | 60 | 110 | 94 | 61 | 107 | 95 | 80 |
| Gaoua | 85 | 126 | 100 | 107 | 94 | 104 | 80 |
| Kaya | 135 | 75 | 95 | 73 | 102 | 73 | 78 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 16 | 52 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 36 | 81 | 111 | 82 |
| Manga | - | - | - | - | - | 9 | 52 |
| Ouagadougou* | 466 | 686 | 615 | 387 | 453 | 425 | 112 |
| Ouahigouya** | 107 | 84 | 92 | 63 | 64 | 59 | 56 |
| Tenkodogo | 204 | 196 | 196 | 150 | 150 | 127 | 184 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 38 | 4 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

Tableau 5.6 : Personnes incarcérées au cours de l'année par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 5 596 | 6 469 | 6 535 | 6 540 | 7 342 | 7 528 | 8 418 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 194 | 260 |
| Baporo | 41 | 25 | 32 | 32 | 64 | 69 | 47 |
| Bobo-Dioulasso | 942 | 1 091 | 898 | 1 001 | 986 | 1 072 | 990 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 131 | 235 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 263 |
| Dédougou | 455 | 512 | 586 | 580 | 477 | 465 | 305 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 40 |
| Dori | 218 | 245 | 255 | 210 | 233 | 206 | 261 |
| Fada N'gourma | 490 | 526 | 419 | 389 | 493 | 390 | 406 |
| Gaoua | 347 | 422 | 483 | 567 | 462 | 493 | 396 |
| Kaya | 317 | 366 | 347 | 315 | 478 | 309 | 364 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 53 | 237 |
| Koudougou | 194 | 96 | 100 | 363 | 560 | 559 | 516 |
| Manga | - | - | - | - | - | 37 | 315 |
| Ouagadougou* | 1 771 | 2 202 | 2 423 | 2 268 | 2 653 | 2 475 | 2 562 |
| Ouahigouya** | 337 | 437 | 552 | 411 | 413 | 414 | 321 |
| Tenkodogo | 484 | 547 | 440 | 404 | 523 | 577 | 745 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 84 | 155 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

Tableau 5.7 : Détenus évadés au cours de l'année par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 192 | 170 | 190 | 181 | 244 | 89 | 680 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 2 | 1 |
| Baporo | 26 | 9 | 5 | 11 | 14 | 8 | 9 |
| Bobo-Dioulasso | 14 | 30 | 10 | 13 | 15 | 12 | 10 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 3 | 4 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Dédougou | 23 | 18 | 29 | 11 | 19 | 9 | 7 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dori | 11 | 11 | 10 | 8 | 12 | 4 | 6 |
| Fada N'gourma | 19 | 26 | 28 | 25 | 8 | 2 | 5 |
| Gaoua | 8 | 5 | 12 | 8 | 6 | 11 | 5 |
| Kaya | 5 | 3 | 3 | 8 | 5 | 4 | 2 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 0 | 1 |
| Koudougou | 16 | 5 | 4 | 17 | 7 | 4 | 8 |
| Manga | - | - | - | - | - | 0 | 3 |
| Ouagadougou* | 28 | 18 | 40 | 22 | 123 | 6 | 601 |
| Ouahigouya** | 20 | 13 | 13 | 22 | 17 | 13 | 12 |
| Tenkodogo | 22 | 32 | 36 | 36 | 18 | 11 | 5 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 0 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

V.2. Caractéristiques des personnes inculpées

Concepts

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.8 : Caractéristiques des inculpés détenus dans l'ensemble des maisons d'arrêt et de correction au 31 décembre

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble des inculpés | 776 | 945 | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 |
| Répartition selon le sexe | | | | | | | |
| Hommes | 763 | 933 | 791 | 765 | 845 | 922 | 967 |
| Femmes | 13 | 12 | 13 | 7 | 17 | 14 | 23 |
| Répartition selon l'âge | | | | | | | |
| Mineurs (13 ans à moins de 18 ans) | 16 | 24 | 23 | 15 | 34 | 38 | 42 |
| 18 ans à moins de 21 ans | 85 | 88 | 69 | 67 | 69 | 75 | 107 |
| 21 ans à moins de 25 ans | 122 | 201 | 171 | 144 | 155 | 159 | 197 |
| 25 ans à moins de 30 ans | 219 | 279 | 211 | 199 | 222 | 306 | 229 |
| 30 ans à moins de 40 ans | 195 | 229 | 218 | 207 | 219 | 210 | 262 |
| 40 ans et plus | 139 | 124 | 112 | 140 | 163 | 148 | 153 |
| Répartition selon la nature de l'infraction | | | | | | | |
| Crimes et délits contre les particuliers dont | 482 | 606 | 515 | 502 | 518 | 566 | 604 |
| Vols aggravés | 167 | 206 | 176 | 132 | 132 | 146 | 101 |
| Viols | 56 | 100 | 69 | 75 | 90 | 116 | 113 |
| Coups mortels | 77 | 72 | 86 | 71 | 61 | 95 | 96 |
| Assassinats | 62 | 79 | 73 | 73 | 84 | 75 | 83 |
| Homicides volontaires | 59 | 58 | 56 | 61 | 55 | 43 | 59 |
| Coups et blessures volontaires | 32 | 22 | 18 | 27 | 35 | 14 | 19 |
| Crimes et délits contre les biens dont | 133 | 157 | 113 | 152 | 115 | 124 | 121 |
| Vols, recels, extorsion, escroquerie | 103 | 128 | 97 | 125 | 80 | 90 | 78 |
| Destructions, dégradations, dommages | 10 | 15 | 10 | 12 | 14 | 5 | 24 |
| Abus de confiance | 11 | 12 | 5 | 13 | 15 | 14 | 13 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 23 | 38 | 29 | 33 | 62 | 64 | 44 |
| Crimes et délits contre la chose publique dont | 98 | 137 | 116 | 84 | 153 | 180 | 220 |
| Associations de malfaiteurs | 70 | 84 | 61 | 47 | 76 | 90 | 119 |
| Faux et usage de faux | 17 | 28 | 43 | 21 | 49 | 30 | 53 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 40 | 7 | 31 | 1 | 14 | 2 | 1 |
| Répartition selon la durée de la détention préventive | | | | | | | |
| Moins de 3 mois | 125 | 208 | 128 | 171 | 215 | 198 | 194 |
| 3 à moins de 6 mois | 184 | 151 | 196 | 105 | 236 | 114 | 176 |
| 6 à moins de 12 mois | 191 | 259 | 173 | 196 | 159 | 280 | 301 |
| 1 an à moins de 2 ans | 164 | 213 | 197 | 132 | 173 | 226 | 188 |
| 2 ans à moins de 3 ans | 67 | 82 | 61 | 72 | 40 | 94 | 64 |
| 3 ans à moins de 4 ans | 31 | 25 | 31 | 74 | 22 | 14 | 45 |
| 4 ans et plus | 14 | 7 | 18 | 22 | 17 | 10 | 22 |

Infractions :**Crimes et délits contre les biens**

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.9 : Personnes inculpées détenues au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 776 | 945 | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 13 | 40 |
| Baporo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bobo-Dioulasso | 117 | 131 | 119 | 124 | 162 | 205 | 150 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 18 | 36 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 30 |
| Dédougou | 56 | 70 | 43 | 51 | 38 | 30 | 51 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 7 |
| Dori | 22 | 30 | 21 | 21 | 19 | 13 | 16 |
| Fada N'gourma | 48 | 91 | 90 | 56 | 91 | 87 | 63 |
| Gaoua | 38 | 72 | 70 | 83 | 82 | 84 | 64 |
| Kaya | 75 | 55 | 50 | 58 | 65 | 61 | 70 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 6 | 45 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 18 | 23 | 58 | 44 |
| Manga | - | - | - | - | - | 1 | 36 |
| Ouagadougou* | 260 | 367 | 312 | 272 | 278 | 298 | 220 |
| Ouahigouya** | 97 | 69 | 39 | 43 | 36 | 21 | 19 |
| Tenkodogo | 63 | 60 | 60 | 46 | 68 | 40 | 95 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 1 | 4 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

Tableau 5.10 : Personnes inculpées pour crimes et délits contre des particuliers, détenues au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 482 | 606 | 515 | 502 | 518 | 566 | 604 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 10 | 17 |
| Baporo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bobo-Dioulasso | 42 | 76 | 53 | 60 | 68 | 87 | 87 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 7 | 28 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 25 |
| Dédougou | 40 | 38 | 34 | 42 | 33 | 28 | 43 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 7 |
| Dori | 17 | 24 | 17 | 16 | 8 | 8 | 10 |
| Fada N'gourma | 42 | 75 | 89 | 50 | 70 | 58 | 51 |
| Gaoua | 31 | 42 | 35 | 54 | 59 | 54 | 48 |
| Kaya | 40 | 39 | 30 | 45 | 39 | 38 | 34 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 4 | 40 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 14 | 20 | 41 | 24 |
| Manga | - | - | - | - | - | 1 | 16 |
| Ouagadougou* | 156 | 219 | 186 | 156 | 144 | 175 | 95 |
| Ouahigouya** | 72 | 53 | 31 | 34 | 33 | 21 | 18 |
| Tenkodogo | 42 | 40 | 40 | 31 | 44 | 33 | 57 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 1 | 4 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

V.3. Caractéristiques des personnes condamnées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.11 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les maisons d'arrêt et de correction au 31 décembre

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------------------------------------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble des condamnés | 785 | 1 059 | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 |
| Répartition selon le sexe | | | | | | | |
| Hommes | 776 | 1 053 | 1 030 | 1 237 | 1 403 | 1 839 | 1 886 |
| Femmes | 9 | 6 | 6 | 22 | 30 | 28 | 27 |
| Répartition selon l'âge | | | | | | | |
| Mineurs (13 ans à moins de 18 ans) | 12 | 8 | 10 | 21 | 29 | 24 | 42 |
| 18 ans à moins de 21 ans | 110 | 137 | 158 | 178 | 123 | 235 | 214 |
| 21 ans à moins de 25 ans | 163 | 253 | 244 | 282 | 360 | 366 | 476 |
| 25 ans à moins de 30 ans | 192 | 324 | 266 | 353 | 356 | 623 | 432 |
| 30 ans à moins de 40 ans | 206 | 242 | 254 | 278 | 362 | 408 | 476 |
| 40 ans et plus | 102 | 95 | 104 | 147 | 203 | 211 | 273 |
| Répartition selon la nature de l'infraction | | | | | | | |
| Crimes et délits contre les biens | 631 | 884 | 827 | 1 045 | 1 133 | 1 546 | 1 581 |
| dont | | | | | | | |
| Vols, recels, extorsion, escroquerie | 586 | 833 | 765 | 968 | 988 | 1 448 | 1 455 |
| Abus de confiance | 45 | 47 | 49 | 73 | 130 | 75 | 120 |
| Crimes et délits contre les particuliers | 69 | 67 | 54 | 85 | 108 | 118 | 136 |
| dont | | | | | | | |
| Coups et blessures volontaires | 22 | 40 | 26 | 50 | 57 | 75 | 79 |
| Vols aggravés | 13 | 13 | 7 | 5 | 5 | 6 | 7 |
| Homicides volontaires | 6 | 1 | 5 | 4 | 14 | 7 | 8 |
| Viols | 5 | 3 | 5 | 1 | 7 | 3 | 2 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 45 | 48 | 67 | 70 | 113 | 93 | 114 |
| dont | | | | | | | |
| Stupéfiants | 30 | 34 | 46 | 35 | 58 | 43 | 68 |
| Mutilations génitales féminines | 4 | 2 | 4 | 21 | 33 | 25 | 19 |
| Attentats aux bonnes mœurs | 4 | 6 | 5 | 8 | 4 | 13 | 16 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 37 | 51 | 72 | 51 | 60 | 81 | 66 |
| dont Faux et usage de faux | 9 | 12 | 14 | 13 | 24 | 22 | 26 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 3 | 9 | 16 | 8 | 19 | 29 | 16 |
| Répartition selon la durée de la peine prononcée | | | | | | | |
| Moins de 3 mois | 39 | 39 | 58 | 70 | 153 | 96 | 109 |
| 3 mois à moins de 6 mois | 166 | 138 | 141 | 236 | 277 | 177 | 190 |
| 6 mois à moins de 12 mois | 305 | 342 | 310 | 379 | 416 | 394 | 465 |
| 1 an à moins de 2 ans | 158 | 358 | 326 | 286 | 367 | 725 | 645 |
| 2 ans à moins de 3 ans | 64 | 100 | 113 | 119 | 102 | 230 | 248 |
| 3 à moins de 5 ans | 28 | 48 | 58 | 103 | 74 | 163 | 177 |
| 5 ans à moins de 10 ans | 16 | 27 | 23 | 57 | 34 | 60 | 59 |
| 10 ans à 20 ans | 8 | 6 | 6 | 8 | 9 | 13 | 11 |
| Perpétuité | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5 | 5 |
| Peine de mort | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 |

Infractions :**Crimes et délits contre les biens**

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.12 : Personnes condamnées détenues au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble | 785 | 1 059 | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 90 | 99 |
| Baporo | 9 | 21 | 33 | 35 | 56 | 76 | 66 |
| Bobo-Dioulasso | 94 | 198 | 169 | 230 | 286 | 256 | 314 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 41 | 60 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 57 |
| Dédougou | 99 | 111 | 126 | 168 | 169 | 173 | 98 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 11 |
| Dori | 70 | 65 | 49 | 55 | 50 | 41 | 48 |
| Fada N'gourma | 50 | 64 | 79 | 75 | 86 | 61 | 75 |
| Gaoua | 23 | 62 | 81 | 72 | 86 | 101 | 93 |
| Kaya | 35 | 110 | 61 | 51 | 81 | 130 | 138 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 19 | 84 |
| Koudougou | 25 | 27 | 9 | 95 | 80 | 85 | 83 |
| Manga | - | - | - | - | - | 16 | 43 |
| Ouagadougou* | 277 | 276 | 286 | 376 | 401 | 591 | 410 |
| Ouahigouya** | 80 | 103 | 121 | 85 | 80 | 69 | 89 |
| Tenkodogo | 23 | 22 | 22 | 17 | 58 | 102 | 112 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 16 | 33 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

Tableau 5.13 : Mineurs condamnés détenus au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 12 | 8 | 10 | 21 | 29 | 24 | 42 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 1 | 1 |
| Baporo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bobo-Dioulasso | 1 | 1 | 3 | 5 | 0 | 2 | 7 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 1 | 1 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Dédougou | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 1 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 3 |
| Dori | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fada N'gourma | 2 | 0 | 2 | 3 | 0 | 0 | 1 |
| Gaoua | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 2 | 1 |
| Kaya | 2 | 4 | 2 | 1 | 4 | 5 | 4 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 3 | 4 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 4 | 6 | 1 | 5 |
| Manga | - | - | - | - | - | 0 | 1 |
| Ouagadougou* | 3 | 2 | 2 | 6 | 7 | 3 | 4 |
| Ouahigouya** | 2 | 0 | 1 | 1 | 3 | 2 | 0 |
| Tenkodogo | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 4 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 1 | 4 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

Tableau 5.14 : Personnes condamnées pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenues au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|-------|-------|
| Ensemble | 586 | 833 | 765 | 968 | 988 | 1 448 | 1 455 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 78 | 70 |
| Baporo | 5 | 13 | 28 | 27 | 50 | 54 | 49 |
| Bobo-Dioulasso | 77 | 163 | 100 | 198 | 213 | 210 | 246 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 33 | 50 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 50 |
| Dédougou | 69 | 86 | 102 | 123 | 126 | 133 | 75 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 7 |
| Dori | 50 | 51 | 35 | 45 | 37 | 30 | 36 |
| Fada N'gourma | 38 | 40 | 50 | 51 | 57 | 39 | 47 |
| Gaoua | 23 | 59 | 68 | 59 | 0 | 68 | 74 |
| Kaya | 25 | 91 | 45 | 33 | 47 | 107 | 112 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 17 | 71 |
| Koudougou | 23 | 15 | 5 | 79 | 65 | 69 | 71 |
| Manga | - | - | - | - | - | 10 | 28 |
| Ouagadougou* | 203 | 221 | 218 | 274 | 297 | 455 | 291 |
| Ouahigouya** | 54 | 76 | 96 | 65 | 58 | 53 | 68 |
| Tenkodogo | 19 | 18 | 18 | 14 | 38 | 85 | 87 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 7 | 23 |

*y c Ziniaré, **y c Yako

Tableau 5.15 : Personnes condamnées pour crimes et délits contre les particuliers, détenues au 31 décembre par maison d'arrêt et de correction

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 70 | 68 | 54 | 88 | 109 | 123 | 140 |
| Banfora | - | - | - | - | - | 2 | 2 |
| Baporo | 3 | 3 | 5 | 7 | 6 | 17 | 11 |
| Bobo-Dioulasso | 4 | 18 | 11 | 13 | 30 | 11 | 19 |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 5 | 5 |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Dédougou | 9 | 3 | 3 | 8 | 8 | 12 | 9 |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Dori | 9 | 5 | 4 | 6 | 7 | 4 | 7 |
| Fada N'gourma | 8 | 3 | 3 | 6 | 10 | 7 | 9 |
| Gaoua | 0 | 0 | 2 | 2 | 5 | 6 | 5 |
| Kaya | 4 | 4 | 1 | 4 | 3 | 4 | 7 |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Koudougou | 0 | 0 | 1 | 6 | 5 | 5 | 4 |
| Manga | - | - | - | - | - | 4 | 2 |
| Ouagadougou* | 19 | 11 | 13 | 20 | 22 | 29 | 21 |
| Ouahigouya** | 11 | 18 | 9 | 12 | 6 | 5 | 7 |
| Tenkodogo | 2 | 2 | 2 | 1 | 6 | 7 | 10 |
| Tougan | - | - | - | - | - | 0 | 6 |

*y c Ziniaré, **y c Yako